



LIBAN
**Bipeurs, talkies-
 walkies: l'effroi
 après une nouvelle
 vague d'explosions**

PAGES 6-7



CHA GONZALEZ

CAROLE DELGA
**«Aujourd'hui,
 LFI fait plus
 peur que
 le RN»**

PAGES 8-9

RENAISSANCE-LR

BARNIER SOUS PRESSION FISCALE

Crispations sur les impôts, bagarres pour les postes au gouvernement...
 La tension monte entre les pontes de la macronie et le Premier ministre,
 qui peine à composer son équipe. PAGES 2-4

A Matignon, le 5 septembre. PHOTO ALBERT FACELLY



EDITORIALPar
PAUL QUINIO**Berniques**

Mais de quel châtement surnaturel ont-ils peur ? La foudre de Jupiter, alias Emmanuel Macron, qui, accroché à sa politique de l'offre, a érigé en tabou l'idée de la moindre augmentation des impôts ? Sans doute pas, tant la puissance de feu du président de la République n'est plus ce qu'elle était. Il s'agit plutôt pour eux de mettre Michel Barnier sous pression, à l'heure où ce dernier met son art du compromis et du dialogue à l'épreuve du réel gouverne-

mental. Eux ? Les Gabriel Attal, Gérard Darmanin et autres ténors de la macronie qui érigent depuis deux jours tout changement dans la politique fiscale « en ligne rouge » à ne pas franchir, sauf à prendre le risque de perdre leur soutien. Une perspective qui condamnerait immédiatement Michel Barnier. Résultat de cette montée en tension entre soi-disant alliés : des rendez-vous au sommet annulés à la dernière minute et un sentiment de bazar à presque tous les étages. Le Premier ministre a renvoyé tout ce petit monde à ses « petites phrases » et usé de sa grosse voix pour dire que la situation financière dramatique de la France méritait mieux que ce théâtre. A mi-chemin entre le maître d'école et le vieux sage, la posture de Michel Barnier pêche néanmoins par

le flou de ses intentions réelles en matière d'impôts. Ses futurs ministres ou soutiens à l'Assemblée réclament d'y voir plus clair, on peut les comprendre : que cache l'évocation, dès sa nomination à Matignon, d'introduire un peu plus de « justice fiscale » ? S'il s'agit de relever le taux de l'impôt sur les sociétés, même certains au Medef, à voix basse certes, ne s'en offusquent pas. François Villeroy de Galhau l'a lui-même suggéré tout haut, à condition d'épargner les PME. Le gouverneur de la Banque de France, pour qui le pays n'a plus les moyens de ces baisses d'impôts non financées, estime aussi nécessaire d'augmenter l'impôt sur le revenu de « certains gros contribuables ». Pendant ce temps, d'autres préfèrent s'accrocher comme des berniques à leur tabou. ◆

Par
JEAN-BAPTISTE DAULAS
et **LAURE EQUY**

Fini de se renifler. Treize jours seulement après sa nomination, le ton monte entre Michel Barnier et les macronistes du groupe Ensemble pour la République (EPR, le nom du parti Renaissance à l'Assemblée), censé fournir le plus gros bataillon de la chétive coalition que le Premier ministre doit tenter d'échafauder. Treize jours, c'est long, trépine le camp présidentiel qui presse Michel Barnier de se découvrir, sur la politique, en particulier fiscale, qu'il veut conduire et les équilibres de sa future équipe gouvernementale. Remontés comme des coucous, au lendemain d'une réunion de groupe au cours de laquelle les députés se sont affolés d'une hypothétique hausse d'impôts dans les tuyaux et, plus généralement, de l'opacité du Premier ministre (lire encadré page 3), Gabriel Attal et une « délégation » de députés devaient se rendre à Matignon, mercredi matin, « afin d'y voir plus clair » et de mettre carrément dans la balance « la participation au gouvernement » d'EPR. Las. A peine une heure avant, l'entretien a été décalé... comme un nouveau rendez-vous manqué, le président du groupe EPR et le Premier ministre convenant seulement

de trouver un autre créneau. Depuis, Matignon ferme les écouteilles et annule un échange également prévu mercredi avec les dirigeants L.R. Plus de son.

« Il y a eu un problème d'agenda et Barnier a mal pris que certains, chez nous, affirment qu'il voulait augmenter les impôts. Il l'a perçu comme une entreprise de sabotage », croit savoir un parlementaire macroniste. C'est, en l'occurrence, Gérard Darmanin qui n'y est pas allé de main morte. Après avoir rapporté à ses collègues que, lors de leur entretien, le Premier ministre avait évoqué la possibilité de jouer sur la fiscalité, le ministre de l'Intérieur démissionnaire a balancé, mercredi matin sur France 2, qu'« augmenter les impôts, c'est la facilité » et qu'il « ne participerait pas à un gouvernement qui ne soit pas clair sur les impôts ». Pressentant qu'il n'intégrerait probablement pas le futur exécutif.

« CETTE SITUATION MÉRITE MIEUX QUE DES PETITES PHRASES »

Peu décidé à arrondir les angles, Michel Barnier a transmis, dans la foulée, une déclaration, laissant percevoir son irritation. « La situation budgétaire du pays que je découvre est très grave. J'ai demandé tous les éléments pour en apprécier l'exacte réalité. Cette situation mérite mieux que des petites phrases. Elle exige de la responsa- Suite page 4

Hausse d'impôts Source de tensions pour Matignon

Le Premier ministre doit faire face à des macronistes très remontés contre les possibles mesures fiscales à venir pour tenter de rétablir les comptes publics. Un bras de fer qui s'amorce sur fond de constitution du gouvernement.



Lors de la passation de pouvoir entre Gabriel Attal et Michel Barnier à Matignon, le 5 septembre.

PHOTO ALBERT FACELLI

LETTRES PLAFONDS : COQUEREL ET COURSON TOUJOURS BREDOUILLES

Après Matignon, Bercy. Le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, Eric Coquerel, et le rapporteur général du budget, Charles de Courson, sont à nouveau sortis, mercredi, bredouilles d'un bâtiment du gouvernement. L'insoumis et le centriste réclament à l'exécutif les lettres plafonds, ces documents budgétaires fixant les enveloppes maximales pour chaque ministère. «Une situation grave», a dénoncé Eric Coquerel à la sortie du ministère des Finances, rappelant que les députés avaient besoin de ces informations pour préparer l'examen du futur projet de loi de finances. Le député LFI menace désormais de recours juridiques : «On ne peut pas laisser ainsi l'exécutif décider des documents que nous avons le droit de consulter.» Le contenu de plusieurs de ces lettres a déjà fuité, notamment celles adressées au ministère du Travail et à celui de la Transition écologique, qui voient leurs crédits baisser. Le montant total des dépenses du projet de budget 2025 a été maintenu à l'identique par rapport à 2024, soit 492 milliards d'euros. Un budget dit «zéro valeur» qui ne tient pas compte de l'inflation, ce qui annonce mécaniquement des économies de 10 à 15 milliards d'euros.

voir décider du cadre. La France veut-elle respecter les nouvelles règles de Bruxelles en matière de déficit ? Vu le passé de Michel Barnier, cela semble probable. La Commission européenne accordera-t-elle à ce pays qui fait l'objet depuis cet été d'une procédure pour déficit excessif un délai supplémentaire pour le ramener sous les 3 % ? Y parvenir en 2027, comme s'y est engagé le gouvernement Attal, semble irréaliste aussi bien au FMI, au Haut Conseil des finances publiques qu'au gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, qui l'a affirmé au *Parisien*.

Une certitude, la marche pour l'année prochaine va être haute, entre 20 et 30 milliards d'euros à trouver. Le gouvernement va devoir choisir comment il taille dans les dépenses et comment il dose les recettes fiscales supplémentaires. Pour les dépenses, Michel Barnier a confirmé aux parlementaires qu'il reprendrait comme base les lettres plafonds qui fixent les crédits par ministère laissées par son prédécesseur, qui contiennent entre 10 et 15 milliards d'économies obtenues par la non-prise en compte de l'inflation. Pour l'heure, sa stratégie sur les impôts n'est guère lisible. Michel Barnier a déclaré, sitôt nommé, ne pas «s'interdire davantage de justice fiscale», ce qui ne dit rien des leviers ni des montants. Jouer sur le levier des impôts semble inéluctable à beaucoup, même à François Villeroy de Galhau : «Il faudra [...] lever le tabou sur les hausses d'impôts, sans toucher si possible les classes moyennes ni les PME.» «Il va être difficile de faire autrement à moyen terme», estime Mathieu Plane, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques. A situation budgétaire exceptionnelle, mesures exceptionnelles, même si cela ne fera plaisir à personne.

Les quelques pistes testées avec les visiteurs de Matignon ont suffi à enclencher un tumulte politique et une réaction de l'entourage du Premier ministre : «Autant option n'est aujourd'hui arrêtée.» Mais de nombreuses sont sur la table pour faire contribuer davantage les hauts revenus et les entreprises. Certaines sortent des revues des dépenses publiques, d'autres animent les dis-

cussions dans les couloirs du Palais-Bourbon. Quoiqu'il arrive, ces hausses d'impôts ne devraient pas être massives, comme le laisse entendre la déclaration de Michel Barnier : «Nous sommes déjà le pays où la charge des impôts est la plus forte».

«Connerie». Pour les entreprises, un relèvement temporaire de l'impôt sur les sociétés, qu'Emmanuel Macron a ramené de 33% à 25%, est envisagé, selon plusieurs sources. A quel taux ? Pour combien de temps ? En ciblant les plus gros bénéfices ? Un député macroniste s'effraie de «cette grosse connerie», qui saperait «les investissements des entreprises». Une nouvelle version de la Cirm, la contribution sur la rente inframarginale des producteurs d'électricité, a été préparée par Bercy, qui se fonde sur la puissance électrique installée. Cela rapporterait de 2 à 3 milliards d'euros et reviendrait à faire contribuer surtout EDF... Mais cette version ne semble plus du goût de Matignon. Il y a aussi la taxe sur les rachats d'actions au rendement bien moindre, promise par Macron depuis des lustres.

Pour les hauts revenus, l'hypothèse d'un rétablissement de l'ISF est, selon le *Parisien*, dans l'air. Plus acceptable par certains macronistes, un relèvement de la flat tax, ce prélèvement forfaitaire unique de 30 % sur les revenus du capital lui aussi mis en place par Emmanuel Macron. Certains élus spécialistes des finances évoquent l'idée de la passer de 30 à 35 % temporairement, trois ans par exemple. Resurgit aussi l'idée défendue par Oxfam dans un récent rapport sur une meilleure taxation des superhéritiers. Cela passerait par une révision du barème des droits de succession pour les plus gros héritages. «Peut-être que dans le PLE, il n'y aurait rien de précis, mais seulement des niveaux de dépenses et de recettes, la trajectoire et le taux de prélèvements obligatoires. Ce seraient alors les travaux parlementaires qui viendraient mettre les mesures en face», suggère un des interlocuteurs de Matignon. De quoi animer un débat qui promettrait déjà de l'éncre.

ANNE-SOPHIE
LECHEVALIER

Face au déficit public, l'introuvable baguette magique budgétaire

Le nouveau Premier ministre, qui prend acte de la «très grave» situation des comptes, n'a encore aucune stratégie lisible pour augmenter les recettes.

Le Premier ministre aura tenu moins de deux semaines avant d'être rattrapé par les affaires budgétaires, qui ont rarement été autant sens dessus dessous sous la V^e République. Dans sa première déclaration écrite envoyée à la presse, il a quitté les phrases sibyllines et valables en tout temps sur la dette et les «chêques en blanc sur les générations futures» pour l'alarme. «La situation budgétaire du pays que je découvre est très grave. J'ai de-

mandé tous les éléments pour apprécier l'exacte réalité. Cette situation mérite mieux que des petites phrases. Elle exige de la responsabilité.» Des mots qui restent en travers de la gorge de l'ancienne majorité présidentielle, qui goûte peu le ton employé. «Drôle de façon de préparer des fiançailles», siffle l'un de ses députés.

La magnitude du dérapage des finances publiques tient en quelques pourcentages, écrits dans une note de juillet écrite par la direction générale du Trésor. A politique inchangée, le déficit public se creuserait à 5,6 % du produit intérieur brut cette année, quand le gouvernement Attal a inscrit 5,1 % dans le programme de stabilité transmis au printemps à la Commission européenne. En 2025, ce serait 6,2 % au lieu

de 4,1 %. Et ainsi de suite. Selon des sources concordantes, les dernières données disponibles ne viennent pas arranger la situation déjà compliquée pour 2024, notamment du côté des collectivités territoriales.

«Lever le tabou». A ces déraillements s'ajoutent de multiples obstacles d'ordre politique : les cinq prochains jours pris par Emmanuel Macron pour nommer un Premier ministre, qui ont largement perturbé la préparation du projet de loi de finances (PLF) pour 2025, l'absence persistante de ministre à Bercy et une Assemblée nationale sans groupe disposant d'une majorité absolue. Matignon essaie de gagner du temps, en envisageant de déposer le PLF le 9 octobre et non le 1^{er} comme la loi l'y oblige. Il va de-

Suite de la page 2 *bilité*, sermonne-t-il, assurant toutefois qu'il entend «faire progresser le niveau de vie des Français, alors que nous sommes déjà le pays où la charge des impôts est la plus forte».

Si, sur le fond, elle rassure les macronistes attachés à la stabilité fiscale, la sortie, pour le moins raide, jette de l'huile sur le feu. Depuis deux semaines, ceux-là se sentent pris de haut, suspectés d'amateurisme par ce Premier ministre qui ne fait aucun effort pour les amadouer. Le voilà désormais qui veut auditer les finances publiques : «C'est ce que l'on fait quand il y a une alternance, s'étrangle un député EPR. Il ne peut pas y avoir une période budgétaire qui consiste à entendre les ministres du Budget et de l'Économie passer leur temps à taper sur l'ancienne majorité, tout en lui demandant de lever le bras dans l'hémicycle. On ne va pas tendre l'autre joue !» Malgré ses critiques implicites contre la «très grave» situation budgétaire, Michel Barnier a écrit à la commission des finances de l'Assemblée nationale qu'il comptait reprendre les lettres plafofées laissées par Gabriel Attal à Matignon. «Notre budget était tellement de la merde qu'il le garde ?» grince un conseiller de l'ex-gouvernement Attal. L'ancien Premier ministre, opposé à une volte-face fiscale, défend surtout bec et ongles son bilan, jugeant dans le Point que «faire le chemin inverse serait terrible pour les Français». Enrigée en dogme par le camp présidentiel,

l'interdiction d'augmenter les impôts sert aussi de prétexte aux macronistes pour manifester leur mauvaise humeur. Le casting de la délégation censée rencontrer Barnier flirtait avec le burlesque : outre Attal et ses vice-présidents, une autre ex-Première ministre, Elisabeth Borne, et un ancien ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin. Soit les responsables de la calamiteuse situation budgétaire dont hérite Barnier, auquel il est reproché de vouloir actionner le levier fiscal pour combler des déficits creusés par sept ans de baisses d'impôts non compensées. Leur facture, son problème. Barnier avait pourtant laissé entendre, dès le lendemain de sa nomination, qu'il ne s'interdisait «pas une plus grande justice fiscale». «Je ne pensais pas qu'on allait le doubler sur sa droite» lâche un élu EPR pris de vertige alors que la gauche s'engouffre dans la brèche, le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, réclamant le rétablissement de l'ISF et la taxation des super-profits.

«IL VA FALLOIR QUE TOUÛT LE MONDE BAISSÉ D'UN TON»

Au-delà du couac budgétaire, le fond du problème pour les «alliés» de Barnier, tient surtout dans la méthode qu'il a initiée : des échanges essentiellement bilatéraux afin de composer son casting gouvernemental, avant de dévoiler ses intentions sur la ligne qu'il pourrait porter. Une fois embarqué, chacun

n'aura d'autre choix que de valider. «Il procède à l'envers. On veut bien monter dans l'avion, on a tous envie que le voyage se passe bien mais où est la destination et quelle est la compagnie ? On veut bien faire confiance au pilote mais qu'il nous donne le plan de vol !» exige un ministre démissionnaire.

Quand il a vu son successeur lundi, Gabriel Attal lui a transmis une liste de noms susceptibles d'entrer au gouvernement mais n'a obtenu aucune réponse. Et il s'est agacé d'apprendre que Michel Barnier approchait lui-même certains députés, comme pour le court-circuiter. Quant à la feuille de route, le chef de file EPR s'est vu rétorquer que Barnier ne lui ferait pas sa «déclaration avant la déclaration de politique générale...», prévue début octobre à l'Assemblée nationale. «On ne peut pas découvrir, au banc du gouvernement, quelle sera sa ligne, qui plus est dans une situation où pas un électeur n'a voté le 7 juillet pour une coalition entre le bloc central et LR», admet, en toute honnêteté, un pilier du groupe macroniste. En parallèle, le petit récit médiatique autour d'un Michel Barnier adoptant, en bon Savoyard, le pas lent du montagnard, étrangement classé personnalité préférée des Français dans un sondage Ifop-Fiducial, sans rien à son actif, finit d'exaspérer les impatientes.

Les prétendants EPR à ses postes ministériels suspectent en outre le Premier ministre de réserver les principaux portefeuilles à son parti,

Les Républicains, lequel affiche sa gourmandise (lire ci-dessous). Michel Barnier, qui envisagerait un contingent d'une dizaine de ministres LR, s'est entretenu mercredi avec Emmanuel Macron à l'Élysée. Qu'en pense le Président qui lui avait commandé «un gouvernement de rassemblement» ? Motus, rapporte un de ses proches : le chef de l'État, qui prévoit d'inaugurer ce jeudi un ensemble de bureaux avant de visiter vendredi l'île-aux-Moines (Morbihan) avec son «monsieur Patrimoine», Stéphane Bern, «me dit rien, ne commente rien et laisse faire». Pour tenter de faire baisser la tension, Matignon a fait savoir mercredi soir qu'«un certain nombre d'informations qui circulent [étaient] inexactes». «Notamment sur les noms évoqués, ainsi que sur l'équilibre des sensibilités», ajoute-t-on dans l'entourage de Michel Barnier. Cela ne représente en rien le projet de gouvernement souhaité par le Premier ministre. »

Alors que Gabriel Attal et Gérard Darmanin semblent opportunément alignés pour mener ce bras de fer face au Premier ministre, certains, inquiets, espèrent une désescalade. «Il va falloir que tout le monde baisse d'un ton. Personne ne peut se comporter en maître chanteur. Je comprends Michel Barnier après le camion de peau de bananes déversé devant Matignon», convient cet élu de l'aile droite d'EPR qui observe que dans sa circonscription, ses «électeurs ne [leur] pardonnent pas d'avoir sciemment fait dérailler le train». ◆

LR s'arc-boute sur sa doctrine

La droite maintient sa ligne en refusant toute hausse des impôts, alors que la volonté d'une plus grande «justice fiscale» évoquée par Barnier agite les macronistes.

La petite souris de Matignon s'appelle Gérard Darmanin. Reçu par Michel Barnier samedi, l'ex-ministre de l'Intérieur a rapporté, après son rendez-vous, devant ses collègues macronistes que le nouveau Premier ministre aurait évoqué devant lui l'hypothèse d'augmenter les impôts. Du bluff ? «Darmanin, c'est l'homme qui a vu l'homme qui a vu tous, tique Jean-Didier Berger, député (LR) des Hauts-de-Seine. Pour l'instant, Matignon dément.» La confiance du député de Tourcoing a en effet obligé l'entourage du Premier ministre à balayer de «pures spéculations». «Mon objectif est de retrouver le chemin de la croissance et de faire progresser le niveau de vie des Français, alors que nous sommes déjà le pays où la charge des impôts est la plus forte», a lui-même déclaré Barnier mercredi. Rusé, Darmanin sait que ses ex-amis Les Républicains ont fait d'une éventuelle hausse de la fiscalité une ligne rouge «écarter», dixit une sénatrice LR. Déjà arrêté lors de la présentation de leur «acte législatif» en juillet, ce casus belli a été rappelé par Laurent Wauquiez, le patron du groupe à l'Assemblée, lors de la rentrée de ses troupes, la semaine dernière en Haute-Savoie. L'ex-ministre plaide pour une «politique de droite» qui ne comprenne, notamment, «pas de



Michel Barnier, Gérard Larcher et Laurent Wauquiez, à Annecy le 12 septembre. B. AMSELLEM

hausse d'impôts». Invité mercredi matin sur France 2, Darmanin a de son côté exclu une participation à un gouvernement qui augmenterait la fiscalité. Chez LR, personne n'est dupe. «Renaissance joue le rapport de force pour les postes, commente un député. Ce n'est pas un débat politique, c'est de la négociation.» Le casting pour la future équipe gouvernementale se prête à d'autres suspensions... Mardi, c'était au tour de David Lisnard d'échanger avec le Premier ministre. Selon un cadre LR, le maire de Cannes «a suggéré des hausses d'impôts sur les ménages les plus aisés avec un retour de l'ISF

et sur les entreprises les plus profitables». «Zéro commentaire», évacue-t-on dans l'entourage du Cannais.

«Fromage et dessert». Passé ces bisbilles partisans, la droite sait que le sujet de la fiscalité va vite revenir dans le débat, à l'approche de l'examen du projet de loi finances à l'Assemblée. La doctrine LR s'arc-boute toujours sur la réduction de la dette, qui frôle 3 160 milliards d'euros (près de 111 % du PIB) et la diminution du déficit (5,6 % en 2024). «La pression fiscale n'est pas la solution miracle pour réduire la dette», estime Jean-Didier Ber-

ger. Notre objectif est de voir les dépenses publiques diminuer. Mais en face des efforts demandés, il faut des contreparties. Ça ne peut pas être fromage et dessert... C'est invendable.» Réunis en visio mardi, les députés ont bûché sur un Power-Point présenté par Véronique Louwagie, spécialiste des finances publiques au sein du groupe. Au menu : des économies de l'ordre de 80 milliards d'euros, dont une partie serait «redistribuée aux Français» sous forme de baisses d'impôts, selon Vincent Jeanbrun, porte-parole du groupe. «Et notamment à ceux qui travaillent et créent

de la richesse», insiste-t-il. Face au désir d'une «plus grande justice fiscale» exprimée par Barnier lors de sa nomination, Wauquiez et ses troupes bougeront-ils un ortiel ? La droite s'interroge déjà sur la capacité du Premier ministre à toucher aux vaches sacrées du macronisme, comme la baisse de l'impôt sur les sociétés ou la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune. «Personne ne touchera à l'impôt sur le revenu, à la TVA, à la CSG ou à la CVAE, liste un député LR. Donc il n'y a pas beaucoup de leviers significatifs. Mais il y en a des symboliques...» Comme taxer le patrimoine, les plus hauts revenus, ou les profits XXL ? «Les efforts doivent être partagés par tous, avance un député de la maison. Bruno Le Maire ne voulait toucher à rien. Mais il y a beaucoup de pistes.»

ADN. «La priorité, argue Cécilén Le Fur, députée des Côtes-d'Armor, c'est évidemment de baisser les impôts des Français alors qu'on a déjà les prélèvements obligatoires les plus élevés d'Europe. Mais ça ne doit pas nous interdire de réfléchir à la question de la justice fiscale.» Le Breton cite par exemple le retour de l'exit tax, qui cible depuis 2011 les contribuables détenant plus de 800 000 euros de titres, ou la moitié du capital d'une société, et qui seraient tentés par l'optimisation fiscale. Reste que, cramponnée à son ADN, la droite tortille à l'idée de taxer davantage les grandes fortunes ou les sociétés encaissant des profits records. Un député concède : «On est en train de reconstruire notre image, donc on n'a pas envie de la brouiller.»

VICTOR BOITEAU

**machometoo
jobsmusk
boomergenz
aérobicyoga
gtitesla
fignonpogačar
tetriscallof
haringbansky
vihmpox
madonnaswift**

ATTAQUES AU LIBAN

A Nabatieh,

«la majorité des blessés ont perdu la vue»

Dans l'un des principaux hôpitaux du Hezbollah, les témoignages se suivent et se ressemblent : effroi, mains arrachées et personnes disparues. Mais les habitants du sud du pays se préparent au pire : la guerre totale avec Israël, qui semble plus proche que jamais.

REPORTAGE

Par
SOPHIE WOELGEN
Envoyée spéciale à Nabatieh

Heure pour heure, un jour plus tard, la panique surprend à nouveau les habitants de Nabatieh à bout de nerfs. Un boom supersonique fait soudain trembler les habitations. Quelques secondes plus tard, une explosion retentit. Le ballet des ambulances recommence. A la télévision, les images d'une explosion à Dahieh, dans la banlieue sud de Beyrouth, tournent en boucle. Via les réseaux sociaux, les nouvelles affluent et se contredisent. Bekaa, Dahieh, Nabatieh, Sidon, les principales villes où la communauté chite vit au Liban, ont été touchées. Les noms de villages s'accumulent également. Selon la radio de l'armée israélienne et d'autres sources, les explosions concernent cette fois des talkies-walkies, des téléphones portables, des batteries au lithium, des dispositifs d'identification biométrique et d'autres appareils sans fil. A 20 heures mercredi, le bilan était de quatorze morts et de plus de 450 blessés.

COURSE CONTRE LA MONTRE

Un peu plus tôt dans la journée, à l'hôpital universitaire Sheikh Ragheb Harb, l'une des principales cliniques du Hezbollah au Sud-Liban, à 70 kilomètres de Beyrouth, la stupeur régnait encore. Près de 200 blessés y ont été pris en charge la veille, mardi. Là-bas, personne n'a fermé l'œil de la nuit. Le hall d'accueil et les alentours de l'hôpital sont bondés de familles de victimes. La peur et la fatigue se lisent sur les visages. Au lendemain de l'attaque qui a causé la mort de douze personnes et

en a blessé plus de 2 800 autres, les salles d'opération continuent de tourner à plein régime. «Les patients ont commencé à affluer par dizaines. On a rappelé tout notre staff», raconte Rafic Salloum, responsable du personnel médical. «On n'aura pas fini d'opérer tout le monde avant jeudi après-midi», estime-t-il. Et si «la majorité des blessés ont définitivement perdu la vue», c'est la course contre la montre pour sauver ceux qui peuvent encore l'être. «Ce sont des blessures très spécifiques, qui doivent être prises en charge extrêmement rapidement. De plus, elles demandent un matériel et des compétences particulières. C'est pourquoi nous continuons de recevoir des blessés provenant d'autres centres de santé», explique-t-il.

Ici, la même histoire tourne en boucle. «Le talkie-walkie a commencé à sonner de manière totalement inhabituelle. Rapidement, sans discontinuer. C'est pourquoi ma nièce l'a pris pour l'apporter à son mari qui se trouvait dans la pique à côté. Il lui a explosé entre les mains», raconte Abbas. Sa nièce, 26 ans, enceinte de six mois, a perdu huit doigts et un œil. Mouna (1), infirmière, rapporte les paroles d'un patient : «Je sens mes doigts, s'il te plaît, guéris-les, j'en ai besoin. Et enlève les compresses de mes yeux, je veux voir.» Il n'avait pas de compresses sur ses yeux. Ceux-ci étaient crevés. Et ses doigts amputés. Certains ont eu de la chance dans leur malheur. Ali mangeait avec un ami lorsqu'un bruit assourdissant a retenti. «Mon ami a commencé à hurler de douleur. On se de-

mandait ce qui se passait avec lui. Il n'y a eu pas de bombardements, rien...» rapporte-t-il. Il a ensuite remarqué que son ami portait un talkie-walkie à la ceinture, qui n'avait pas sonné. Il est sévèrement blessé à l'abdomen mais devrait s'en tirer.

ODEUR DE POUDRE EXPLOSIVE

Dans les couloirs de l'hôpital, un médecin, des infirmières ainsi qu'un proche de victime affirment avoir senti une odeur de poudre explosive sur les blessés ou au moment de l'explosion. D'autres informations se chuchotent. «Tu savais que certaines personnes manquent encore à l'appel?» lance une femme à sa voisine dans le hall de l'hôpital. Apparemment, certains combattants, partis sans leur téléphone et en garant leur voiture dans un endroit éloigné, n'ont pas donné signe de vie. «On n'a toujours pas de nouvelles de certains d'entre eux», affirme-t-elle. Si, en cette fin de journée, les sirènes des ambulances se font à nouveau plus éparées, l'armée a

été largement déployée dans les rues de la capitale libanaise. En début de soirée, une nouvelle information commence à circuler. Les troupes israéliennes seraient en train de se positionner vers la frontière. «OK, je vais préparer mon sac. On s'en va, dit d'un ton décidé Hala, une trentenaire qui travaille dans la mode. Mais comment je vais annoncer maintenant à mes parents qu'on doit quitter cet endroit pour peut-être ne jamais y revenir?»

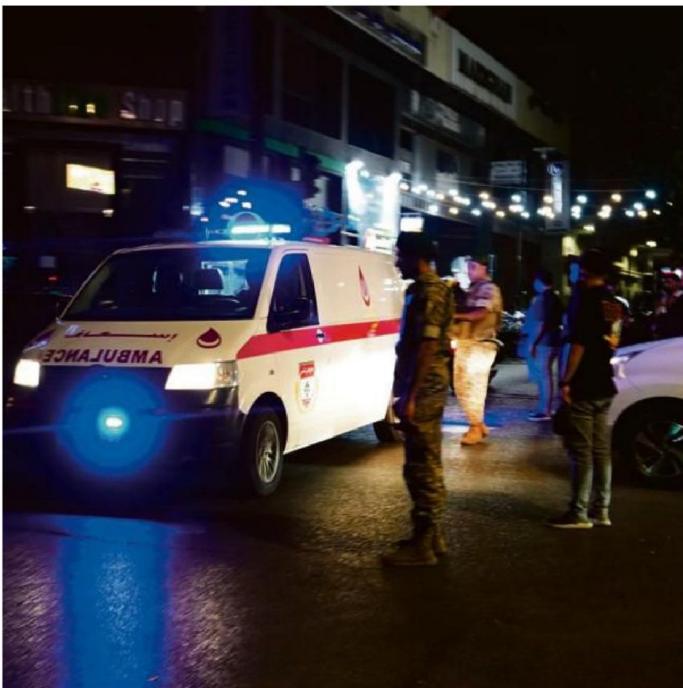
(1) Le prénom a été modifié.



Devant l'hôpital universitaire américain de



Aux funérailles d'un enfant de 10 ans tué



Beirouth après les explosions de bipeurs, mardi. PHOTO HASSAN AMMAR. AP

Des explosions en série dans une région en fusion

Qualifiées par l'ONU de «violation du droit international», les attaques orchestrées par Israël mardi et mercredi ont fait au moins 26 morts au Liban, gagné par la crainte d'un affrontement frontal avec son voisin.

L'explosion de centaines de bipeurs et de talkies-walkies piégés appartenant au Hezbollah qui a secoué le Liban, ces mardi et mercredi, n'est-elle qu'une phase préparatoire «avant une opération militaire majeure» israélienne, comme le craint le secrétaire général de l'ONU, António Guterres? C'est en tout cas ce qu'a suggéré le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, mercredi soir: «Le centre de gravité de la guerre se transporte au nord, par le transfert de forces et de ressources. Nous entrons dans une nouvelle phase de la guerre – cela demandera courage, détermination, et persévérance», a rapporté le journal *Haretz*, alors que des réservistes israéliens disent être remobilisés en urgence. Une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies est prévue vendredi et le gouvernement allemand a annoncé qu'il suspend les permis d'exportation d'armes militaires vers Israël.

Tirs constants. La région, déjà au bord de l'embrasement, a connu une brusque hausse des tensions ces derniers jours. Tout a commencé mardi après-midi, à 15 h 30, quand des bipeurs ont explosé dans la poche, dans la main ou à la ceinture de certaines de membres du Hezbollah, faisant au moins 12 morts, dont 2 enfants, et près de 3 000 blessés, dont 200 graves. Vingt-cinq heures plus tard, dans un remake macabre, une nouvelle série d'explosions secouait le pays, faisant au moins 14 morts et plus de 450 blessés. Cette fois, selon la radio de l'armée israélienne, «des explosions dont le Liban a été témoin ce soir concernaient des téléphones portables, des batteries au lithium, des dispositifs d'identification biométrique et d'autres appareils sans fil». Placer une petite bombe au fond de la poche de ses militants est un moyen de désorganiser et d'humilier le parti-milice chiite, et de semer la terreur parmi la population civile. Le mode opératoire pointe vers un coup d'éclat des services israéliens. Le haut-commissaire de l'ONU aux droits humains, Volker Türk, a dénoncé «le ciblage simultané de milliers de personnes, qu'il s'agisse de civils ou de membres de groupes armés, sans savoir qui était en possession des engins ciblés, où et dans quel environ-

nement ils se trouvaient, ce qui constitue une violation du droit international des droits humains». De son côté, António Guterres déplore la transformation «d'objets civils en armes».

Le tout s'inscrit dans un contexte politique régional en fusion. Le 8 octobre, au lendemain du massacre de 1200 Israéliens commis par le Hamas depuis Gaza, le Hezbollah, qui contrôle le sud du Liban, avait annoncé attaquer Israël, mettant fin à dix-huit années de paix. Depuis, l'organisation chiite, financée par l'Iran, soumet le nord de l'Etat hébreu à des tirs constants de roquettes, de missiles antichars et de drones, qui ont déjà tué une vingtaine de soldats israéliens et au moins 25 civils, et chassé des dizaines de milliers d'Israéliens de chez eux. De son côté, Israël, qui continue à écraser la population de Gaza sous les bombes, réplique avec des tirs d'artillerie, des bombardements aériens, des assassinats ciblés avec des drones – tuant plusieurs centaines de militants et plus d'une centaine de civils, générant près de 100 000 déplacés au Liban. Le tout sous les yeux des 10 000 Casques bleus des Nations unies, dont 700 Français.

Détonateur. Les attaques de cette semaine sont la preuve d'une infiltration profonde de la puissante organisation civilo-militaire chiite. Après le 8 octobre, le Hezbollah a décidé de communiquer via des bipeurs, pour éviter d'être écouté et géolocalisé. Ces petits appareils sans GPS, ni micro, ni caméra, ni connexion téléphonique ou Internet reçoivent des messages courts par fréquence radio. Une charge explosive de quelques grammes a été insérée à l'intérieur de chaque appareil. Le tout était dissimulé dans la batterie jusqu'à ce qu'un message, semblant émaner de la direction du Hezbollah, génère le signal électrique qui a déclenché le détonateur.

La provenance des bipeurs et autres engins piégés est encore mystérieuse. L'organisation chiite aurait commandé 3000 appareils à un industriel taïwanais, Gold Apollo, qui a sous-traité à BAC, un intermédiaire commercial basé en Hongrie. Soit les services israéliens ont piégé les appareils dès la fabrication, soit ils ont intercepté la cargaison et remplacé les batteries d'origine par les engins explosifs improvisés. Quant aux talkies-walkies, ils auraient été achetés cinq mois plus tôt, soit à peu près en même temps que les bipeurs, mais auprès d'un fournisseur japonais. «J'ai déjà dit que nous ramènerons les habitants du Nord chez eux en toute sécurité et c'est exactement ce que nous ferons», a déclaré, mercredi soir, Benjamin Nétanyahou, le Premier ministre israélien.

LAURENCE DEFRANOUX



dans l'explosion d'un bipeur, dans un village de la Bekaa, dans l'est du Liban, mercredi. PHOTO AFP

Recueilli par
LILIAN ALEMAGNA
et **SACHA NELKEN**
Photo **CHA GONZALEZ**

Elle s'apprête à donner le coup d'envoi d'une sorte de «semaine de la social-démocratie». Très remontée contre la direction du Parti socialiste et appelant à rompre avec La France insoumise, la présidente de la région Occitanie, Carole Delga, organise le 28 septembre à Bram, dans l'Aude, ses quatrièmes «rencontres de la gauche». Des têtes d'affiche annoncées – François Hollande, Bernard Cazeneuve, Benoît Hamon... – qui pourraient poursuivre leur tournée à Saint-Ouen le 3 octobre (pour le lancement du mouvement de son maire, Karim Bouamrane) pour finir en Gironde le 5 octobre autour de Raphaël Glucksmann (qui sera également présent à l'événement de Delga). L'ancienne secrétaire d'Etat appelle les socialistes à ne pas avoir «peur de Le Pen, Macron ou Mélenchon».

Michel Barnier est en pleine élaboration d'un gouvernement de «rassemblement». Avez-vous été contactée ?

Il m'a appelée en tant que présidente de Régions de France. J'avais dit à Emmanuel Macron que s'il ne respectait le vote des Français, en ne choisissant pas une personnalité de gauche pour le poste de Premier ministre, je ne serais d'aucun gouvernement. Il me connaît bien, il sait que je ne reviens pas sur mes décisions.

Mais le chef du futur gouvernement vous a-t-il proposé un ministère ?

(Elle sourit) Il m'a appelé en tant que présidente de Régions de France.

Comprendriez-vous que des socialistes y participent ?

Non. Le futur gouvernement ne mènera pas une politique de gauche. La première des conditions en politique, c'est de respecter le vote du peuple. Très clairement, Emmanuel Macron ne le fait pas.

Le Premier ministre qui n'a que 47 députés va gouverner... Diriez-vous, vous aussi, que c'est un «dénî de démocratie» ?

Dans la période, beaucoup se gargarisent de grands mots... Personnellement, je préfère parler de l'irrespect du président de la République vis-à-vis des Français, arrêter d'être dans le commentaire outrancier et travailler pour changer la vie des gens.

Pensez-vous, comme certains opposants à Olivier Faure, que c'est la faute du PS si la droite est revenue au pouvoir ?

Il faut être clair : le premier responsable, c'est le président de la République. C'est lui qui a le pouvoir de nommer le Premier ministre. Après, la direction du Parti socialiste a fait une erreur en refusant de soutenir Bernard Cazeneuve comme toute personnalité de gauche. Pour les gens que je rencontre sur le terrain, les personnes discutant «en chambre» ne les croisant pas, ce choix est incompréhensible. Nous passons franchement pour des irresponsables.

Pensez-vous vraiment que le Président avait l'intention de nommer une personnalité de gauche ? Même Bernard Cazeneuve semble dire que ce n'est pas le cas...

Ce n'est pas parce que le président de la République est irresponsable que nous devons l'être ! Au contraire, dans cette période très

particulière, le Parti socialiste doit affirmer des positions claires.

Lesquelles ?

Dire par exemple que nous sommes contre la destitution du chef de l'Etat. Le PS n'est pas un parti de l'esbroufe. Il ne doit pas se faire plaisir en se lançant dans des procédures qui n'ont aucune chance d'aboutir.

Les socialistes ont annoncé qu'ils voteraient unanimement contre la résolution...

J'aurais préféré que nous ayons une forme de cohérence. Que l'on dise «non», aussi, en bureau de l'Assemblée nationale. Il n'y a pas de motifs sérieux pour justifier la destitution du président de la République pour haute trahison... C'est n'importe quoi.

Au-delà de la destitution, sur quels autres sujets la gauche doit-elle être «claire» ?

La gauche doit travailler pour rassembler les Français, leur donner de l'espoir et mettre en place une vraie France du travail et de l'égalité. Je ne peux pas me résoudre à ce qu'il y ait deux France avec, d'un côté, celle qui a confiance dans l'avenir, avec un capital culturel, social et économique important et, de l'autre, une France qui a peur. Peur pour son mode de vie, parce que les ruraux et les périurbains se sentent méprisés à cause de leurs situations géographiques et sociale qui les oblige à prendre la voiture ou parce qu'ils chassent. Il y a les quartiers populaires où les gens ont peur, sont victimes de discrimination et se replient pour certains sur leur identité, voire leur religion, parce que la République trop souvent regarde ailleurs. Aujourd'hui, la direction de La France insoumise, par visée électoraliste, les enferme dans leur identité. En tant que femme de gauche républicaine, je dis qu'on doit se battre à leur côté pour que le CV de Mohamed qui habite en Seine-Saint-Denis ne parte pas à la poubelle, ou que Fatima ne soit pas contrôlée dix fois plus que Carole. Ils ont droit à un travail et à une vie dignes.

Les insoumis ne parlent pas de religion aux habitants de ces quartiers mais d'antiracisme, de violences policières, de la situation à Gaza ou de réponses sociales...

Non, ils parlent sur le communautarisme. Quand ils disent vouloir revenir sur la loi de 2004 [interdisant les signes religieux dans les établissements scolaires, ndr] ou sur l'interdiction de l'abaya à l'école, ils jouent sur ça.

Que doit porter la gauche pour rassembler les deux France que vous décrivez ?

La gauche doit affirmer qu'elle n'a pas peur de travailler, pas peur de Le Pen, Macron ou Mélenchon et qu'elle peut changer la vie. Nous devons démontrer aux Français qu'ils ne sont pas condamnés à être des travailleurs pauvres contraints de se taper deux heures de transport en commun pour aller travailler. Il faut revaloriser les salaires et incarner une gauche qui aime l'entreprise parce qu'il faut créer de la richesse pour mieux la répartir. Il faut ensuite investir massivement dans l'éducation et lutter contre toutes les discriminations.

Certains estiment que le Nouveau Front populaire est un outil utile pour élargir l'électorat de la gauche car il permet à chaque parti de s'adresser à des électeurs différents. Qu'en pensez-vous ?

Mais il ne peut pas y avoir de discours différents selon l'électeur ! Nos valeurs s'appliquent quelle que soit la circonscription, urbaine, périurbaine ou très rurale.

Vous êtes très critique du Nouveau Front populaire, pourquoi l'avoir accepté ?

D'abord pour sauver la République car la dissolution précipitée avait de grandes chances d'amplifier le score du Rassemblement national. Permettre à l'extrême droite d'arriver au pouvoir aurait été la pire des indignités. Mais j'ai aussi soutenu cette alliance car il y avait une charte des valeurs sur laquelle nous avons été très vigilants avec Raphaël

Glucksmann. Nous nous sommes battus pour qu'elle comprenne bien la question de la lutte contre l'antisémitisme, ou pour que les mots «Hamas» et «terroriste» soient dans la même phrase.

Vous estimez donc qu'il faut en finir avec le NFP ?

L'union de la gauche est souhaitable. Je l'ai toujours pratiquée avec clarté. Mais elle ne doit pas affaiblir les principes universalistes.

CAROLE DELGA

«La gauche ne peut plus avoir la ligne mélenchoniste»

Farouchement opposée au Nouveau Front populaire et à une alliance avec les insoumis, la présidente de la région Occitanie veut porter «une gauche sincère» et «de gouvernement» mais refuse de rejoindre le casting de Michel Barnier.

INTERVIEW

Carole Delga
mardi, à Paris.



La gauche doit travailler ensemble, de Clémentine Autain à Pascal Canfin.

Comment se passer de LFI qui, à gauche, est la formation avec le plus de députés et qui a fait 22% à la dernière présidentielle ?

Il faut parler vrai : la gauche ne peut plus avoir la ligne mélenchoniste. Et l'union ne se fera pas tant que Jean-Luc Mélenchon et ses lieutenants seront là. Parce qu'ils sont dans une brutalisation du débat politique qui ne cor-

respond pas du tout à ce que veulent les Français. Aujourd'hui, LFI fait plus peur que le Rassemblement national ! Mon objectif n'est pas de faire un score élevé au premier tour avant de s'effondrer au second, c'est de gagner pour transformer la vie des gens.

Comment avez-vous observé les critiques de Ruffin lancées contre Mélenchon ?

C'est bien que François Ruffin soit lucide après avoir été en compagnonnage avec

Jean-Luc Mélenchon. C'est tout à son honneur d'avoir su faire la part des choses et reconnaître les erreurs faites, comme distribuer des tracts en fonction de la population qu'il croisait. En politique, les doubles jeux et les doubles discours, c'est mortel. En revanche, les sifflets et les insultes dont François Ruffin a fait l'objet à la fête de l'Humanité sont extrêmement graves. A force d'accuser tout le monde d'être « fasciste », plus personne ne l'est... Tout cela profite à l'extrême droite.

La ligne que vous défendez est celle portée par Anne Hidalgo à la dernière présidentielle. Elle a fait moins de 2%. Le pire score du PS dans une présidentielle. Pourquoi serait-elle majoritaire à l'avenir ?

Cette ligne-là demande à être travaillée collectivement. Anne Hidalgo n'est pas la seule responsable, le PS et le premier secrétaire sont aussi comptables. Une candidate seule ne peut pas compenser le manque de travail et de collectif. Quand on a une vision globale, quand c'est porté et travaillé comme l'a fait Raphaël Glucksmann aux européennes, on fait 14% soit 4 points et demi de plus que LFI, tout comme nous avons la confiance des Français au niveau local dans nos collectivités. Il n'y a donc pas de fatalité.

Dans la presse, certains députés socialistes se disent prêts à voter la proposition de loi du RN pour abroger la réforme des retraites. Vous la voteriez vous aussi ?

Non, car je tiens à ce que ce soit les socialistes et la gauche qui présentent une proposition de loi d'abrogation. Il faut avoir les idées claires : respecter le vote des Français qui ont permis le front républicain et affirmer que l'extrême droite est nuisible pour la République pour la démocratie et pour les droits sociaux.

On vient de vous trouver un point commun avec La France Insoumise...

Mais je n'ai pas de problème avec La France Insoumise ! J'ai une étanchéité absolue avec leur obsession identitaire. Travaillons sur le social et l'écologie.

Estimez-vous que le PS doit changer de Premier secrétaire ?

Ce qui est sûr, c'est que le PS doit organiser un congrès. C'est dans les statuts, il faut les respecter.

Quel message allez-vous porter à Bram pour votre discours de rentrée ?

Que nous sommes en train de reconstruire une gauche de gouvernement, sur des idées claires, avec une équipe aux origines sociales diverses, des parcours politiques et professionnels différents. Une gauche sincère qui change déjà la vie de millions de Français dans nos différentes collectivités. En Occitanie, je recrute des médecins : 100 000 consultations en plus, ça change la vie. 14 millions de billets de train à 1 euro, chaque année, ça change la vie aussi. Cette gauche a les pieds ancrés dans le réel et ne transige pas sur les valeurs universalistes.

Et vous pensez que les gens de gauche décus par la politique de François Hollande peuvent vous refaire confiance ?

Oui. A condition de démontrer que nous avons tiré les leçons de nos erreurs du passé.

Lesquelles ?
Nous nous sommes trompés, par exemple, sur la loi travail ou la déchéance de nationalité. Mais le bilan de François Hollande n'est pas aussi sombre que certains veulent le dire : la taxation du capital, les carrières longues, la politique de l'offre qui a relancé notre économie, le mariage pour tous... La gauche doit être ferme : ferme sur les valeurs, l'investissement, l'éducation, la santé. Ferme aussi sur la sécurité et le travail. Nous devons faire passer le message aux Français que cette gauche travaille pour eux. ➤

carnet

DÉCÈS

Paris (75)



**19 septembre
1989-2024
35 ans
Attentat
contre le DC 10
UTA**

L'AFVT organise en mémoire aux 170 victimes de l'attentat, une cérémonie de souvenir et de recueillement le jeudi 19 septembre 2024, à 14H00, devant la stèle dédiée aux victimes de l'attentat, cimetière du Père-Lachaise, à Paris 20ème, entrée par la Place Gambetta.

Association française
des Victimes du Terrorisme
AFVT
www.afvt.org
www.Terrorisme.net



**Vous organisez
un colloque,
un séminaire,
une conférence...**
Contactez-nous

**Réservations
et insertions**

**la veille de 9h à 10h
pour une parution
le lendemain**

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes :
153 € TTC pour une parution
16,30 € TTC la ligne suppl.
abonnée et associations : 10 €

Tél. 01 87 39 80 00

**Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes
par e-mail :**
carnet-libe@teamedia.fr



Gisèle Pelicot et son avocat, à la cour criminelle du Vaucluse, à Avignon, mardi. PHOTOCHRISTOPHE SIMON AFP

Procès des viols de Mazan

«On cherche quoi ? Que je sois coupable ?»

Par
JULIETTE DELAGE
Envoyée spéciale à Avignon

On peut, si on en croit la gabegie judiciaire à laquelle nous avons assisté mercredi, interroger un après-midi entier une victime de viols, parfois en hurlant, dans le silence assourdissant de la cour, pour la sommer de s'expliquer sur des dizaines de photos explicites extraites du dossier. On peut, tout en lui répétant d'un air doux-reux que «bien sûr on la croit», que «bien sûr il n'est pas question ici de morale», ressortir du placard de vieux refrains misogynes pour la remettre en cause. «Je comprends que les victimes de viol ne portent pas plainte ! On passe vraiment par un déballage où on essaye d'humilier la victime !» a éclaté Gisèle Pelicot de sa voix limpide et sonore, qui n'avait jusqu'ici jamais flanché. C'est elle qui a voulu que ce procès soit public, et elle le répète : «Je le fais au nom de toutes ces femmes qui peuvent subir cela.»

«C'EST DÉGRADANT»

La voilà à nouveau seule à la barre, dans sa chemise bleue, au côté de son avocat, Mr Stéphane Babonneau. «Depuis que je suis arrivée dans cette salle d'audience, je me sens humiliée. On me traite d'alcoolique, on dit que je me mets dans un état d'ébriété tel que je suis complice de M. Pelicot», lance-t-elle. Derrière elle, dans son box, Dominique Pelicot, 71 ans, ne bronche pas. Il a reconnu dès l'enquête l'avoir droguée pendant des années à grands coups

d'anxiolytiques pour pouvoir la violer et organiser ses viols par des dizaines d'inconnus, recrutés sur le site coco.fr. Ils sont 50, de tous âges, de toutes professions, à être renvoyés à ses côtés, dont 35 à ne pas reconnaître les faits, expliquant tant bien que mal avoir pensé participer à un jeu de rôle sexuel avec un couple libertin.

Le président de la cour commence l'audition à tâtons. «J'aimerais savoir si vous étiez vous-même consentante, si vous avez participé de quelque manière que ce soit à ces rencontres ?» Gisèle Pelicot embraie : «Absolument pas. Je suis une femme pudique, l'échangisme ou le triolisme ne font pas partie de ma culture. [...] Pas une seconde je n'ai donné mon consentement à M. Pelicot, pas plus qu'à ces hommes qui sont derrière moi.» Elle tempête, déverse les détails de son martyre : «Je ne pouvais absolument pas répondre à qui que ce soit. J'étais dans un état de coma et les vidéos qu'on va diffuser vont pouvoir l'attester. En tant que femme, l'humiliation est totale.» Qu'il puisse y avoir un débat sur la durée des viols qu'elle a subis, sur la base de l'horodatage des vidéos, l'exaspère. «Est-ce que le viol est une question de temps ? Trois minutes, trois secondes, une heure. [...] Ils sont venus me violer. Peu importe le temps qu'ils ont passé. C'est tellement humiliant et dégradant d'entendre ce que j'entends dans cette salle...» L'avocat général choisit de lui poser une seule question, en référence aux propos prononcés devant la cour puis face caméras, quelques jours plus tôt par M^e Guillaume de Palma, qui représente certains accusés : «Qu'est-ce que ça vous a fait

Entendue devant la cour criminelle du Vaucluse mercredi, Gisèle Pelicot, qui se sent «humiliée», a fustigé les soupçons de complicité distillés à son égard et s'est exaspérée de certaines questions posées durant l'audience.

Jean-Pierre M., «disciple» de Dominique Pelicot

L'homme de 63 ans est le seul à ne pas être renvoyé pour avoir violé Giséle Pelicot, mais sa propre épouse.

Sur la toile, il est Rasmus, Pierre, ou Kim, et serpente, depuis 2013, dit-il, sur des sites pornographiques, à la recherche de scènes de viols, «comme celles vécues par maman», violentée par des inconnus sous ses yeux d'enfant, alors qu'elle était ivre. Dans le box, il est Jean-Pierre M., 63 ans, accusé d'avoir violé sa femme, inconsciente, en suivant les conseils de Dominique Pelicot, lui-même présent au moins à dix reprises au moment des faits. Dans sa chemise mauve, le seul homme à ne pas être renvoyé pour avoir violé Giséle Pelicot, mais sa propre épouse, ravalait sa salive, tenant souvent le micro des deux mains. «Je n'aurais pu violer aucune autre femme.» Au moins 12 viols, souvent filmés, ont été dénombrés par les enquêteurs.

Miroir. «Je ne suis pas allé sur Coco [site libertin, ndr] en me disant du jour au lendemain que j'allais violer mon

épouse», lâche-t-il. Il assure être tombé sur le salon «À son insu» – utilisé par Dominique Pelicot pour recruter des hommes dans le but de violer et faire violer sa femme, Giséle – d'abord «par curiosité». Il décrit une discussion, dans un premier temps «normale», avec Dominique Pelicot, en 2015, avant qu'il ne lui «propose petit à petit son épouse», en exprimant «très clairement qu'il cherche un homme pour son épouse endormie sous médicament» sur un «tchat privé». Il refuse. Son correspondant lui fournit des vidéos de viol de son épouse et propose de reproduire le même protocole de soumission avec sa femme. Il accepte. «Je n'aurais pas connu monsieur Pelicot, je ne serais pas passé à l'acte. Il était rassurant et imposant. Il me rappelait mon père», s'est dédouané Jean-Pierre M. Dominique Pelicot a trouvé en Jean-Pierre M. un disciple. Les deux hommes se répondent et agissent presque en miroir. Aux aveux nets du premier, formulés ce mardi («Je suis un violeur, comme ceux qui sont concernés dans cette salle»), le sexagénaire a ajouté sa touche de participation : «J'ai été un violeur. [...] un criminel et un violeur.»

Tout comme son «double», Jean-Pierre M. s'est attardé sur son enfance chaotique et la convoque comme élément de bascule : une mère alcoolique, victime de violences sexuelles, qui décède à ses 23 ans d'une cirrhose, un père incestueux et le poids du «silence», de la «honte».

Fuyant. Confronté à Jean-Pierre M., Dominique Pelicot l'élève presque au rang de frère de douleurs : «Il a vécu des choses beaucoup plus atroces que moi. On était liés par des choses très graves, je ne le savais pas, je regrette.» Si une certaine «passivité» a été relevée chez Jean-Pierre M. lors de son expertise psychologique, Dominique Pelicot commente : «On s'est fait confiance, il a eu confiance en moi. Je le répète je ne me suis pas imposé, je ne suis pas venu par la force.» Les deux hommes partagent désormais le même box, Jean-Pierre M. debout, tête baissée, regard fuyant. Dominique Pelicot enfoncé dans son siège. Autour d'eux, 35 hommes nient les faits. Jean-Pierre M., lui, réclame de la sévérité : «Ce que j'ai fait c'est horrible, je veux une punition dure.» Il risque vingt ans de réclusion.

MARLENE THOMAS

d'entendre un avocat dire il y a viol et viol ?» «Il n'y a pas viol et viol. Un viol est un viol», insistait-elle. Des cris de protestation s'élevaient, Guillaume de Palma lève la voix pour dénoncer une critique ad hominem du ministère public. «J'ai expliqué qu'il y avait viol dans son acception journalistique, dans son acception populaire et dans son acception juridique. Je parle ici à des juges ! Que mes propos vous aient choquée, j'en suis désolé. Ce n'était pas mon intention. Mon intention c'était de rappeler des règles de droit.»

«Je suis l'avocat de gens qui sont désolés de ce qu'ils ont fait. Est-ce que vous pouvez comprendre qu'ils ont commis une erreur de jugement et qu'ils en sont désolés ?» enchaîne-t-il. «Je n'ai pas à me mettre à leur place. Pendant dix ans, ma vie a été détruite et elle continuera à être détruite, répond-elle. C'était avant de passer à l'acte qu'il fallait être désolé. C'est tout ce que j'ai à dire.»

SOMMÉE DE S'EXPLIQUER

Comment Giséle Pelicot, qui a partagé la vie de Dominique Pelicot, que les mêmes avocats de la défense présentent comme «marri», malgré leur divorce acté officiellement fin août, a-t-elle pu ignorer l'addiction au sexe de ce dernier ? «Il est vrai qu'il était beaucoup plus demandeur que moi. Il avait des maîtresses, il ne s'en est pas caché. J'ai vécu avec ce monsieur pendant cinquante ans, pas une seule seconde je n'ai imaginé un scénario de ce type. Il avait des fantasmes, des besoins, il est vrai que je ne pouvais pas lui donner tout ce qu'il demandait, mais est-ce un crime ?» La

voilà encore et encore sommée de s'expliquer. La situation s'enlise à nouveau lorsque 27 photos explicites sont projetées pendant l'audience, en présence des journalistes mais sans le public normalement autorisé à suivre les débats. Comment se fait-il qu'elle apparait parfois souriante, les yeux grands ouverts, sur certaines photos explicites ? Ne pense-t-elle pas qu'en recevant de tels clichés, certains hommes, «appâtés» par Dominique Pelicot, auraient pu croire qu'elle était consentante ? N'aurait-elle pas finalement des «penchants exhibitionnistes» qu'elle n'assumerait pas, ose M^{re} Philippe Kaboré ?

Giséle Pelicot répète les mêmes explications : sur certaines photos, il ne s'agit pas d'elle, mais d'une autre femme, comme en atteste le président lui-même. Sur d'autres, elle ne se souvient de rien, soutient bec et ongles qu'elle n'a jamais accepté que son mari filme ou photographie leurs ébats. Même avec les yeux grands ouverts, elle affirme qu'elle était sous l'emprise des somnifères qu'il lui administrait et cite ce moment troublant chez sa coiffeuse où ses traits étaient tellement figés que cette dernière a pensé qu'elle faisait un AVC. «Je me suis fait une coupe, une couleur, un brushing et je ne me souvenais de rien.» Le président a demandé qu'un expert puisse revenir devant la cour pour être interrogé sur la temporalité progressive des effets des médicaments utilisés. Après le visionnage des photos, Giséle Pelicot a déclaré : «Si on est encore en train de me piéger, ça commence à devenir pénible. On cherche quoi dans cette salle ? A ce que je sois coupable ?»

CLIMAT Libe TOUR

26 SEPTEMBRE

ROUEN

LE 106



DESSIN NICOLAS RIDOU

RENCONTRES, EXPÉRIENCES, ATELIERS

CITOYENS. SCIENTIFIQUES. POLITIQUES. MILITANTS : VENEZ DÉBATTRE ! • ANIMATIONS POUR SENSIBILISER SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE • **RENCONTRES ET SIGNATURES AVEC DES ARTISTES ENGAGÉS** • SPECTACLE DE STAND-UP ET CONCERT EXCEPTIONNEL

INSCRIPTION GRATUITE

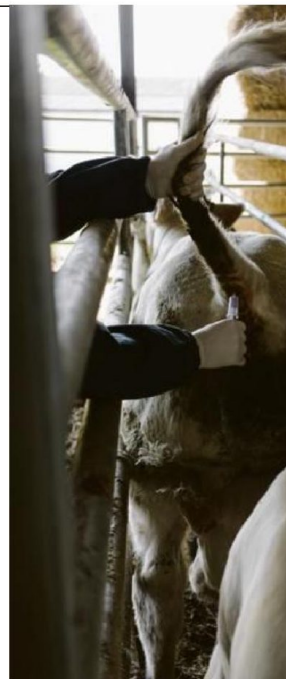




Dans l'Allier, le laboratoire d'analyse est saturé.



Le vétérinaire inspecte un mouton pour la «langue bleue» ou FCO-3.



Le sang des veaux est analysé avant leur

ÉLEVAGES Les épidémies, un défi de bétail

Les moutons courent devant le vétérinaire, dans un champ autour de Cressanges, dans l'Allier. Ce 13 septembre, Guillaume Thomas-Guingand porte des lunettes de soleil sur ses yeux bleus perçants. Il repère facilement la bête malade. Les pattes raides, la brebis se dandine comme elle peut derrière le reste du troupeau, qui a trouvé refuge en haut d'une petite pente. La descente est ardue sans pouvoir plier les genoux. Elle rebondit plus qu'elle ne marche avant de tomber, de rouler en contrebas et de s'immobiliser alors sur le flanc. Guillaume Thomas-Guingand lui ouvre la gueule. «Vous voyez, elle a la langue bleue.» Mais la bête n'a pas de fièvre. C'est une suspicion de fièvre catarrhale ovine (FCO). Cela pourrait aussi être le tétanos. Le véto lui fait une prise de sang et des injections pour traiter les symptômes. Depuis deux semaines, l'intégralité de la région couverte par son cabinet est une zone dite «régulière» concernant la fièvre catarrhale ovine de

Les cas de fièvre catarrhale ovine et de maladie hémorragique épizootique se multiplient dans le cheptel français. Dans l'Allier, les éleveurs sont en difficulté et les vétérinaires débordés.

Des campagnes de vaccination ont été mises en place par les autorités sanitaires.

Par
OLIVIER MONOD

Envoyé spécial à Cressanges (Allier)

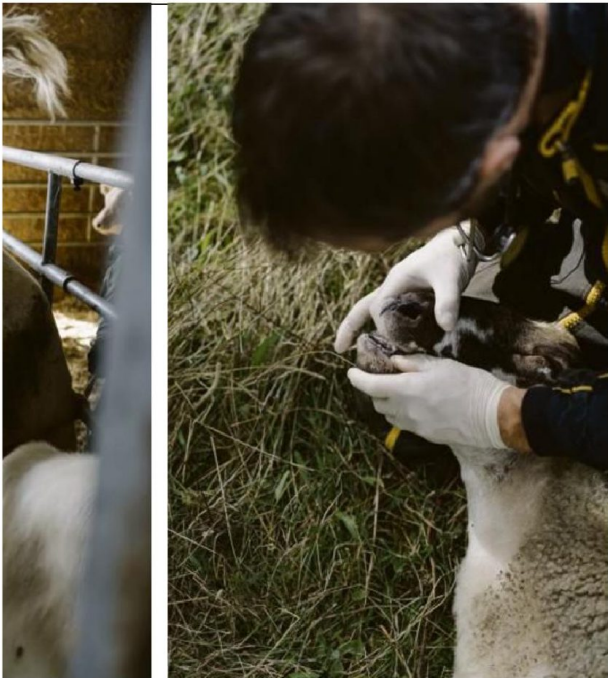
Photos **DENIS MEYER, HANS LUCAS**

Infographie **ALICE CLAIR** et **JULIEN GUILLOT**

sérotype 3 (FCO-3). Cette dernière touche les bovins comme les ovins, avec une mortalité pouvant aller jusqu'à 50% d'un troupeau chez ces derniers.

LABORATOIRES SUBMERGÉS

Cette pathologie, également appelée maladie de la langue bleue, est entrée sur le territoire national début août, en provenance de la Belgique. Le ministère de l'Agriculture décomptait 1929 foyers au 12 septembre, répartis dans 22 départements dans le nord-est du pays, sans que l'on comptabilise précisément le nombre de bêtes malades. Une course contre la diffusion des moucheron est engagée. En effet, cette maladie est véhiculée par les culicoides, des petits insectes piqueurs, que le vent peut transporter sur des dizaines voire des centaines de kilomètres. Il s'agit de vacciner les bêtes au plus vite et de lutter contre sa propagation en imposant des restrictions de circulation aux cheptels. Il n'y a pas de risque



exportation.

La mortalité de la FCO-3 peut atteindre 50 % d'un troupeau ovin.

sanitaire, la maladie ne se transmet pas à l'humain et n'altère pas la qualité de la viande, mais il faut éviter trop de pertes dans les élevages.

Ce matin, Guillaume Thomas-Guingand rend visite à Gaylord Toureau, éleveur de 43 ans. Il doit faire des prises de sang à de jeunes veaux pour autoriser leur exportation vers l'Italie, pays épargné par la FCO-3. Là-bas, ils seront engraisés, abattus, puis vendus comme viande de taurillon. Le vétérinaire rentre dans l'étable. «Attention au taureau, lance Marc, le père – traitait mais toujours actif – de Gaylord. Il n'est pas méchant mais bon...» L'animal regarde la scène, impassible. Gaylord, aidé de son père, compresse les «broutards» (le nom de ces veaux dédiés à la vente) par deux ou trois entre deux barrières, pour les immobiliser le temps de l'acte. Sa mère note le numéro des bestiaux. Le vétérinaire soulève la queue et prélève le sang dans la veine située à la base de la queue de l'animal.

Le spectre de l'épizootie (une épidémie mais chez les animaux) a poussé Gaylord à précipiter la vente de ses veaux. «D'habitude, j'attends qu'ils fassent 300 ou 400 kilos. Là, je les vends à 100 kilos de moins», nous explique-t-il. Une perte d'environ 300 euros par bête. L'accord commercial est déjà conclu. Il ne reste plus qu'à attendre les résultats de la PCR pour autoriser le transport. Le laboratoire étant submergé, la réponse devrait être connue sous cinq à six jours.

«Et encore, il a de la chance. Sa ferme n'est pas dans la zone régulée pour la maladie hémorragique épizootique (MHE). Mais la commune d'à côté est dedans», explique Guillaume Thomas-Guingand. Si cela avait été le cas, il aurait fallu faire deux analyses sur l'échantillon de sang, engendrant des frais supplémentaires. Depuis septembre 2023, la MHE représente un autre fléau pour les éleveurs. Arrivée d'Espagne, elle a des symptômes très proches

de la FCO (fièvre, amaigrissement, lésions buccales et difficultés respiratoires), précise le ministère de l'Agriculture. Plus de 700 foyers se sont déclarés cet été. Enfin, une troisième épizootie touche les bovins et ovins. Une autre fièvre catarrhale ovine, le sérotype 8 (FCO-8), cette fois. «C'est une maladie endémique depuis longtemps. Mais là, une nouvelle souche est apparue à l'été 2023 et les bêtes sont de nouveau malades. Même si elles portent le même nom,

chaque sérotype est une maladie différente, due à des virus différents à chaque fois», détaille David Ngwa Mbot, vétérinaire conseil au sein de GDS France, fédération des Groupements de défense sanitaire régionaux et départementaux. Autour de 2000 foyers ont été détectés en 2024. Selon une enquête de GDS France, lors de son apparition dans l'Aveyron, en août 2023, la FCO-8 présentait un taux de mortalité «de 0 à 5 % chez les bovins adultes et allant de 0 à 31 % chez les ovins adultes».

On compte encore un quatrième virus présent sur le territoire, en Corse uniquement, le FCO-4. Le tout dresse le portrait d'un «état sanitaire préoccupant» des élevages français, juge David Ngwa Mbot. Il y a tout de même des bonnes nouvelles pour le FCO-8: le vaccin existe déjà et les exploitants exportateurs ont pris l'habitude de vacciner leurs bêtes. Mais pour la MHE et la FCO-3, il faut faire deux autres nouveaux vaccins. Ceux-ci sont délivrés au rythme de la production. Virus qui mutent, PCR de contrôle, campagnes de vaccination improvisées: c'est un peu comme si le secteur de l'élevage subissait plusieurs Covid en même temps.

«VEAUX NEUVEUS»

Les journées de Guillaume Thomas-Guingand sont donc longues. En tant que président du Groupement technique vétérinaire, l'association régionale des professionnels de la santé animale, il est le point de contact des autorités pour avoir des remontées de terrain. Au volant de son break bleu, il fait la tournée des exploitants de son secteur entre deux réunions de crise avec les services de l'Etat.

Son coffre et sa banquette arrière sont remplis de matériel vétérinaire. Armoire à pharmacie, kit d'injection, nécessaire à césarienne et, bien sûr, bottes et vêtement de protection. Le téléphone sonne. C'est un éleveur. «Quand auras-tu les doses de FCO-3?» «Bientôt. J'ai un collègue qui les a déjà reçues», répond le vété. Mais le distributeur a reçu d'un coup 46 000 flacons à répartir, c'est un défi logistique pour eux.

Le vétérinaire se gare chez Christophe Genoux. Lui aussi est inquiet. Éleveur de «broutards», il se souvient de la vague de FCO-8 de 2008 avec son lot de «veaux mal formés».

«La prévention coûte toujours moins cher que le curatif, mais, hors période de crise, le sanitaire passe pour une contrainte commerciale.»

David Ngwa-Mbot
vétérinaire

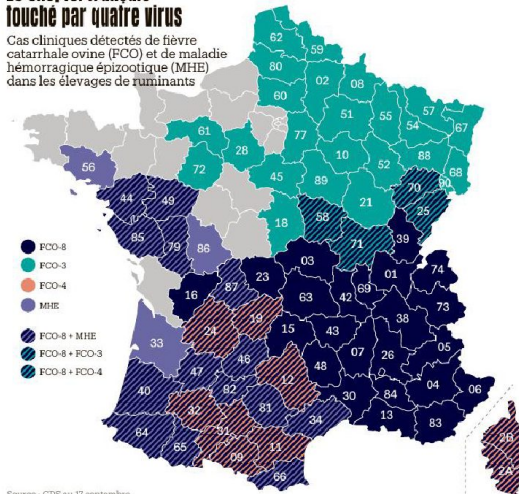
«Ils naissent sans cortex cérébral. Ils ont l'air bien mais ils se cognent contre les murs, ils tournent en rond», complète Guillaume Thomas-Guingand. Un comportement qui leur a valu le surnom de «veaux neuveus». À l'époque, l'Etat avait déboursé 31 millions d'euros en soutien aux filières touchées. «La MHE, je ne connais pas, donc point d'interrogation», reprend Christophe Genoux. Il se tourne vers son vétérinaire. Les échos des régions touchées ne sont pas réjouissants. Des vaches tellement malades qu'il faut les faire boire de force. Avec tuyaux et pompes ou perfusion. Quand la MHE est arrivée dans le Sud-Ouest, l'été dernier, «les éleveurs ont consommé en deux mois la quantité d'anti-inflammatoires qu'ils consomment habituellement en un an, 95 % des troupeaux et des bêtes ont été touchés», illustre David Ngwa Mbot.

Pour gérer ces épizooties, le gouvernement a débloqué plusieurs enveloppes depuis 2023. Plus de 60 millions d'euros pour compenser les pertes liées à la MHE, autour de 6 millions d'euros pour faire face à la mortalité attribuée à la FCO-8. Le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental indique à Libé qu'il maintient sa politique de prise en charge concernant ces deux pathologies. Sur la petite dernière, FCO-3, c'est à l'Etat d'enclencher une procédure d'indemnisation car il s'agit d'une maladie émergente. Pour le moment, le gouvernement a payé des doses de vaccination. Au 13 septembre, il avait déjà fourni 6,4 millions de doses de vaccins (1,1 million pour les ovins et 5,3 millions pour les bovins) aux éleveurs des régions du centre, du nord et de l'est du pays. Une commande de 5,3 millions de doses supplémentaires a été ensuite passée pour étendre la zone vaccinale.

La question des indemnités se situera donc très haut sur la pile du futur ministre de l'Agriculture. C'est un sujet difficile car la mortalité n'est pas la seule conséquence économique pour l'éleveur. Il y a aussi la baisse de la productivité, la baisse de la natalité, etc. Le député du Rhône Ensemble pour la République Jean-Luc Fugit l'a bien compris. Nommé rapporteur pour avis des crédits agricoles au sein de la commission des affaires économiques de la nouvelle Assemblée nationale, il a choisi de se concentrer sur le sujet de l'accompagnement des filières d'élevage face aux crises sanitaires. Le parlementaire souhaite «mesurer la charge que représente pour le budget de l'Etat l'accompagnement de ces filières pour la prévention et la gestion des crises sanitaires», ainsi que s'assurer de «l'efficacité» des dispositifs en place. David Ngwa Mbot a son avis sur la question. «La prévention coûte toujours moins cher que le curatif, mais, hors période de crise, le sanitaire passe pour une contrainte commerciale», regrette-t-il. Pourtant, selon les prévisions des scientifiques, le réchauffement climatique augmente le risque d'émergence de maladies infectieuses ainsi que la zone d'action des insectes vecteurs des maladies. Des solutions de long terme sont donc nécessaires. ▀

Le cheptel français touche par quatre virus

Cas cliniques détectés de fièvre catarrhale ovine (FCO) et de maladie hémorragique épizootique (MHE) dans les élevages de ruminants



Source : GDS au 17 septembre



LIBÉ.FR

Un cinquième data center géant s'installe à Marseille sous un feu de critiques

Craignant une appropriation du réseau électrique, des dégâts environnementaux et peu d'emplois à la clé, des riverains s'opposent à l'implantation d'un data center dans le port de la cité phocéenne, devenue en dix ans le septième hub internet mondial, irrigué par une forêt de câbles sous-marins. PHOTO OLIVIER MONGE, MYOP



Les sept accusés sont des cadres et ex-cadres de la Fnaaf, la branche agroalimentaire et forestière de la CGT. PHOTO FRED MARVAUX REA

niers nous étaient présentés sur une page recto verso, un peu à la va-vite, et les papiers devaient être rendus à la fin de la réunion, discrétion oblige.» Plusieurs associations satellites créées dans l'orbite de la Fnaaf, qui disposaient toutes d'un compte bancaire et dont les dirigeants étaient les mêmes que les cadres de la fédé, ont pu servir à opacifier les opérations de mise à disposition de l'argent liquide. Au point que certaines ressemblent à des coquilles vides.

«**Ligne rouge.**» Le procès devra faire la lumière sur l'ensemble de ces soupçons. Pesant quelque 27% des travailleurs du secteur de l'industrie agroalimentaire et de l'agriculture, la fédération joue gros. L'un des protagonistes jugés à Bobigny, Julien Huck, son patron en titre, est membre de la commission exécutive confédérale (CEC), c'est-à-dire la direction élargie de la CGT, tout comme sa femme, Diane Grandchamp, elle aussi convoquée sur le banc des prévenus. «Il n'y a pas à ce stade de majorité pour les viter de la commission, souligne un proche de la direction de la CGT. Mais il a été clairement dit que les accusations d'enrichissement personnel constituent désormais une ligne rouge. Si les membres de la CEC étaient condamnés, ils devraient en être écartés.» Aussi convoqué au tribunal, le père de Julien Huck, Alfred Huck, est lui-même un ancien dirigeant influent de la Fnaaf, dont les liens d'amitié avec Philippe Martinez sont évoqués par divers interlocuteurs sous le sceau de l'anonymat. Comme Libération l'avait raconté, c'est un ancien salarié licencié, Johnny Neto, qui a écrit au procureur de Bobigny en 2018 pour dévoiler les «nombreuses malversations dans la gestion» de la Fnaaf. Il s'est constitué partie civile au procès des dirigeants, mais il est probable que les prévenus contestent sa constitution. Conseil de l'ensemble des prévenus, Jean-Paul Teissonnière n'a pas répondu à nos sollicitations. Il nous avait expliqué pour un précédent article qu'«un monde sépare la description caricaturale des faits présentée par les enquêteurs et la réalité.»

Des pontes d'une fédération CGT jugés pour malversations

Le procès de sept dirigeants et ex-dirigeants de la branche agroalimentaire de la CGT s'ouvre ce jeudi. Ils sont accusés d'avoir utilisé le budget de la fédération à des fins très éloignées du syndicalisme.

Par
LAURENT LÉGER

En septembre 2023, à l'occasion d'une audience de procédure tenue au tribunal judiciaire de Bobigny, une petite foule de militants était venue encourager les prévenus. Parmi

eux, au centre: Philippe Martinez. L'ancien secrétaire général de la confédération cégétiste (2015-2023) manifestait ainsi son plein et entier soutien aux sept cadres et ex-cadres de la Fnaaf-CGT, la Fédération nationale agroalimentaire et forestière (l'une des 33 qui composent la centrale syndicale), poursuivis pour «abus de confiance», «recel» et «blanchiment aggravé». Traduction: pour l'ex-patron de la CGT, l'affaire visant ses ouailles dépassait largement le cadre de la Fnaaf; on était plutôt, comme la Fnaaf l'a écrit, dans un «roman» caractéristique du «climat actuel de répression» qui, d'après elle, régnerait dans la société française. «Un roman?» Dans le procès qui s'ouvre ce jeudi pour

deux jours, il faudra d'autres arguments aux prévenus pour convaincre le tribunal de leur innocence. Comme nous l'avions révélé, l'actuel

L'HISTOIRE DU JOUR

secrétaire général de la Fnaaf et trois membres de sa famille, qui figurent eux aussi dans les instances actuelles (ou passées) de la fédération, seront jugés aux côtés d'anciens cadres. Selon le parquet, qui a cité directement les intéressés en correctionnelle, une partie du budget annuel de la Fnaaf, provenant des adhésions, du paritarisme et de subventions publiques, se serait envolée dans de curieuses dépenses, au profit des dirigeants de la fédé. Le préjudice total subi par la Fnaaf frôle les 865 000 euros, selon un rap-

port de la brigade financière datant de 2023, remis à la justice, que nous avons pu consulter.

Assurances-vie. L'enquête de police s'interroge sur des biens immobiliers acquis par la fédération et mis gratuitement à disposition de certains dirigeants, des notes de frais injustifiées et des sommes en liquide retirées des comptes de la fédération et distribuées hors de contrôle. L'un des futurs prévenus avait par exemple acquis du «matériel de piscine» avec ces fonds, ont noté les policiers, qui ont épluché voyages, trains de vie et patrimoines. Ils ont détecté des versements en liquide à des retraités ressemblant à des «compléments retraite», indique l'un de leurs rapports, n'ap-

paraissant ni dans les comptes ni dans les déclarations fiscales des personnes concernées. Les membres du secrétariat fédéral, indique la synthèse des policiers, «percevaient des sommes en espèces (notamment 1500 euros tous les six mois et une prime de 500 euros en juin) non justifiées». Achat de mobilier, assurances-vie, pièces de moto, l'argent aurait filé parfois bien loin de l'intérêt des adhérents du syndicat. La comptabilité était tenue à la va-comme-je-te-pousse, les réserves financières ayant longtemps été tenues à l'écart des yeux indiscrets. Entendu comme témoin par les enquêteurs, Philippe Peuchot, ancien secrétaire fédéral de la Fnaaf, nous confie: «Lorsqu'on se penchait en comité de la fédé sur les comptes, ces der-



LIBÉ.FR

«Emilia Pérez» sélectionné par la France pour la représenter aux oscars

Après son succès à Cannes, une nouvelle récompense à Los Angeles ? La comédie musicale de Jacques Audiard va être proposée par la France pour concourir dans la catégorie « meilleur film étranger » lors de la cérémonie des oscars 2025, a annoncé mercredi le Centre national de la cinématographie. PHOTO SHANNA BESSON, FATHÉ FILMS

«C'est mon devoir [...] de secouer mon camp, de le remettre en cause.»



FRANÇOIS RUFFIN

député de la Somme

Dans un long billet de blog pour conclure la polémique née de son passage à la fête de l'Humanité, le député répond aux insoumis qui le critiquent. «Après une semaine de folie, d'emballement politique et médiatique, je n'en vais remettre les points sur les b», ouvre-t-il son texte. «J'ai, je le répète, un désaccord électoral et moral avec Mélenchon, avec la direction de LFI», poursuit-il, accusant «leur stratégie» d'ouvrir «un boulevard ar RN» en lui «abandonnant la majeure partie du pays». Le «choix de la défaite», fustige-t-il, enjoignant le leader insoumis à «sortir de Paris» et livrant ce conseil : «Moins de ripostes sur Twitter, plus d'engagement aux Restos du cœur !» Et de conclure sur la fête de l'Huma : «C'est mon devoir [...] de secouer mon camp, de le remettre en cause, de ne pas toujours gagner à l'applaudimètre.»

Extrait de notre newsletter politique quotidienne Chez Pol

Fraude à la rénovation énergétique : les signalements ont triplé en deux ans

Quelque 20 millions de logements doivent être rénovés pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Conscient des dérives de certaines entreprises peu scrupuleuses attirées par la manne des aides publiques, le gouvernement avait annoncé fin 2023 le renforcement des contrôles. 800 établissements ont été contrôlés l'an dernier par la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) à la suite de signalements. Verdict : 50 % présentaient des pratiques irrégulières. «à des degrés de gravité divers», révèle le bilan publié mercredi. Presque autant que l'année précédente.

En 2023, la DGCCRF a délivré 139 avertissements, 203 injonctions de mise en conformité et 77 amendes ainsi que 122 procès-verbaux pénaux pour les cas les plus graves. A titre de comparaison, en 2022, 840 entreprises avaient été contrôlées avec un taux d'anomalie de 54 %, dont 60 amendes et 114 procès-verbaux pénaux. Ce taux de non-conformité, qui reste très élevé, s'explique par le ciblage des enquêtes à partir

de signalements. «Nous ne voulons pas jeter l'opprobre sur le secteur», assure la directrice générale de l'administration, Sarah Lacoche. Reste qu'en deux ans, le nombre de signalements réalisés notamment par le biais de l'outil SignalConso a fortement augmenté, passant de 10 000 en 2022 à 23 000 en 2023. Et l'année 2024 n'inversera pas la tendance, puisque les autorités en comptabilisent déjà 30 000 à date.

«Cela ne veut pas forcément dire qu'il y a une hausse de la fraude, car les outils [d'alerte] sont mieux connus, mais c'est une préoccupation», rassure Sarah Lacoche. Dans 80 % des cas, les signalements concernent le démarchage téléphonique, sachant que le démarchage (de tout type) est une pratique interdite dans le secteur de la rénovation énergétique. Les personnes physiques encourrent jusqu'à 75 000 euros d'amende et les entreprises 375 000 euros.

Des lacunes deviennent louches quand par exemple le site Internet d'un entrepreneur ne comporte pas toutes les mentions légales. Ce qui

lui vaut en cas de contrôle une injonction de mise en conformité. Viennent ensuite les cas plus graves, passibles d'amendes, comme des informations lacunaires dans les devis ou bons de commandes. «Il faut connaître le matériel installé, la marque, les délais de livraison», insiste Sarah Lacoche, puisque ces éléments peuvent avoir un impact sur la performance énergétique et le coût. Rentrent aussi dans cette catégorie les fameux démarchages par téléphone, mail ou SMS, ainsi que le non-respect du délai de rétractation de 14 jours. Les dossiers pénaux concernent les tromperies. Sarah Lacoche évoque le cas typique de l'entreprise qui assure au consommateur que les travaux de rénovation ne lui coûteront rien ou presque rien, tout en sachant pertinemment qu'il devra mettre la main à la poche. Malheureusement, la créativité des arnaqueurs aboutit à des pratiques bien plus graves, qui sont alors transmises au procureur. En janvier, le tribunal de Limoges a condamné 16 salariés d'une entreprise pour escroquerie

et pratique commerciale trompeuse et agressive, dont le directeur commercial, qui a écoupé de cinq ans de prison dont un avec sursis. L'arnaque reposait sur le démarchage abusif des personnes âgées ayant effectué des travaux récemment. «On devait alors leur raconter que des travaux complémentaires étaient nécessaires. L'enjeu, c'était de les noyer avec du langage très technique, pour leur vendre des travaux dont ils n'avaient pas besoin», a témoigné un ancien salarié auprès du Monteur. En tout, les escrocs ont fait plus de 200 victimes pour un préjudice d'environ 2 millions d'euros.

Au cœur de ces arnaques, la convoitise des aides prévues pour aider les ménages, en particulier les plus modestes, à rénover leur logement. Au mois de mai, le ministre des Comptes publics, Thomas Cazenave, avait provoqué la stupefaction en confiant aux Echos avoir reçu des signalements pour 400 millions d'euros sur MaPrimeRénov.

EMMA DONADA

A lire en intégralité sur Libération.fr

Le créateur d'une messagerie du crime arrêté en Australie

Sur l'écran d'un smartphone équipé du système de messagerie crypté «Ghost», la photo d'un individu, un pistolet braqué sur la tempe. L'image est interceptée par la police juste à temps. Elle intervient dans l'heure et évite un assassinat. Cette image fait partie du vaste contenu qui transitait sur ce réseau criminel international. Depuis deux ans, des unités de police du monde entier étaient parvenues à infiltrer le réseau, ce qui a mené à l'arrestation de Jay Je Yoon Jung, son créateur, mercredi en Australie, repéré par les forces de l'ordre françaises.

La plateforme a également été démantelée. Créée il y a neuf ans par ce «geek» de 32 ans, l'application destinée à un usage criminel ne fonctionnait que sur des smartphones modifiés à cet effet, vendus 1430 euros. Pour ce tarif, «Ghost» proposait un abonnement de six mois ainsi qu'une assistance technique, anonymat et sécurité des messages garantis. Le fondateur de l'application se vantait d'avoir conçu un système impossible à pirater, mais la mobilisation d'Europol et des autorités des neuf pays a fini par venir à

bout du système. En infiltrant la messagerie, les forces de l'ordre ont accédé à des millions de messages, souvent relatifs au trafic de stupéfiants, au blanchiment d'argent et même à la mise en œuvre d'assassinats, que s'échangeaient les milliers d'utilisateurs de Ghost partout dans le monde.

Suite à ces découvertes, 51 suspects ont été arrêtés, dont 38 en Australie et 11 en Irlande. La police a pu déjouer 50 tentatives d'homicides, tandis que des millions d'euros, des armes ainsi que de la drogue étaient saisis en Europe, au Moyen-

Orient et en Asie. A cette heure, 376 smartphones dotés d'un accès à l'application ont également été trouvés. Jay Je Yoon Jung a été inculpé de cinq délits, et risque jusqu'à dix ans de prison. Les forces de l'ordre ont dû agir rapidement pour éviter que le principal suspect ne détruise toutes ses données en s'apercevant qu'il était recherché. Jean-Philippe Le Couffé, le directeur exécutif adjoint des opérations d'Europol, s'est réjoui de cette arrestation qui conclut «un véritable feu du chat et de la souris à l'échelle mondiale». (avec AFP)

1,49 milliard

C'est le montant, en euros, de l'amende esquivée par Google, que lui avait infligée la Commission européenne en 2019 pour abus de position dominante dans la publicité en ligne. Le tribunal de l'Union européenne a décidé mercredi d'annuler la sanction au groupe Alphabet, estimant que l'exécutif européen, qui pourra faire appel de cette décision, avait «commis des erreurs» dans son appréciation. La Commission avait prononcé cette amende, qui aurait été la troisième plus lourde infligée à Google, après avoir estimé que la firme avait imposé des clauses restrictives dans des contrats passés avec des sites internet, empêchant ses concurrents d'y placer leurs publicités. (avec AFP)



(De gauche à droite) Thomas Cambou, community manager du Leclerc de Pont-l'Abbé, Jéssica Kauane, gérante d'un magasin de vêtements au Brésil, et Salimata Mbengue dans

La publicité «faite maison», basique Insta

Du Leclerc de Pont-l'Abbé au magasin de vêtements Aprizo, certaines enseignes décident de miser sur des vidéos humoristiques qui reprennent les codes des réseaux sociaux pour faire leur promotion, avec à la clé une notoriété et des ventes en hausse.

Par
JULIEN MARSAULT

«**A**h ben on en a fait des kilomètres pour vous voir !» En ce moment, ça n'arrête pas. Plusieurs fois par jour, Thomas Cambou et Noémie Jégou descendent au pas de course de leur bureau pour rencontrer des inconnus devant les caisses du Leclerc de Pont-l'Abbé (Finistère). Une bise, un selfie, quelques mots sur la météo. Ce jour-là, c'est une mère et son fils, installés pendant l'été sur la côte finistérienne. Quelques semaines plus tôt, une bande de copains venue tout droit de Vendée pour les rencontrer.

Grâce à leurs vidéos humoristiques, les deux salariés ont acquis en quelques mois une vraie notoriété avec des millions de vues cumulées sur les réseaux sociaux. Des publicités très courtes diffusées sur TikTok et Instagram, qui commencent la plupart du temps par une vidéo drôle glanée sur Internet jusqu'à ce que le salarié apparaisse sur un autre plan pour faire la promotion de l'hypermarché. Comme lorsque celui-ci soulève deux meules de fromage à l'aide d'une barre, imitant une femme poussant de la fonte à la salle de sport. «On m'a même reconnu dans un festival cet été», raconte Thomas Cambou, 53 ans, qui gère la communication de l'hypermarché depuis bientôt dix ans. Ça fait bizarre au début mais finalement c'est assez amusant à vivre. Les retours sont très

positifs, même parmi nos collègues. Avec sa voix délibérément fluette, ses lunettes d'ingénieur et sa polaire siglée du logo de l'enseigne qu'il porte sur chaque vidéo, il est devenu la mascotte des lieux.

«Ça a un côté récréation»

Il y a une dizaine d'années, l'ancien directeur de ce Leclerc finistérien décide de recruter deux community managers à temps plein, dont Thomas Cambou, pour gérer la communication du magasin. «Quitte à prendre le risque de s'exposer, autant que ce soit nous», justifie le père de famille, qui doit gérer en parallèle les envois de promotions par SMS, répondre aux commentaires de leurs clients sur leurs différents canaux de communication. Les vidéos, ça a un côté récréation. [Ce succès], on sait que ça ne nous arrivera qu'une fois dans notre vie alors on en profite.

Ici, pas de plan marketing tiré au cordeau. Les deux salariés laissent place à l'expérimentation. Les vidéos sont réalisées au petit matin avant l'ouverture du magasin, puis sont postées selon les offres du moment. Derrière la caméra et parfois à l'écran, il y a sa collègue Noémie, de trente ans sa cadette : «L'objectif était de viser notre communauté au niveau local. On ne pensait pas du tout que ça allait toucher autant de personnes, en France et même à l'étranger.» Un humour potache, parfois absurde mais surtout grand public qui leur a per-

mis d'atteindre 150 000 abonnés sur Instagram en quelques mois. Leur audience ? Des garçons et des hommes de 12 à 24 ans en majorité.

Un public dont Salimata Mbengue, 24 ans, connaît bien les codes et qui lui ont permis à elle aussi de s'emparer du phénomène. La jeune femme a connu son moment de gloire en avril lors d'un remplacement dans la boutique de vêtements et d'accessoires à petits prix Aprizo. En France, c'est elle qui a fait connaître ce type de vidéo au grand public. «Au départ je faisais juste des lives pour discuter avec les clients, présenter les produits, etc. Un jour, je suis tombée sur une vidéo de ce type tournée en Amérique latine, raconte l'apprentie assistante marketing, venue d'Italie pour faire ses armes à Paris. Mon patron n'était pas convaincu mais j'ai insisté, arguant qu'il m'avait embauchée pour ça et qu'il devait me faire confiance.»

La sauce prend. Des millions de vues, une couverture médiatique inattendue qui pousse même Salimata Mbengue à se lancer seule comme influenceuse. Forte de 120 000 abonnés sur Instagram, elle produit désormais des vidéos pour un magasin de décoration, une marque d'infusions minceur, un restaurant africain... Et elle s'est même dégoté son propre manager, débordée par l'ampleur du phénomène. «J'ai reçu des messages des États-Unis, d'Espagne, du Royaume-Uni. C'est un truc de malade.»



une pub pour Aprizo. PHOTOS DR

naissent en faisant leurs achats. Vu qu'il y a beaucoup d'arnaques sur les réseaux sociaux, le fait de voir que je suis bel et bien là et que les petits prix annoncés sont réels, ça crée une relation de confiance.»

Du divertissement et un sentiment de proximité : au fond, pas de quoi révolutionner les ficelles du marketing. Pour Karine Berthelot-Guiet, chercheuse en sciences de l'information et de la communication et directrice du Celsa, ce succès « n'est pas vraiment une surprise dans la mesure où ça s'inscrit dans une certaine tradition. Ça me fait penser au petit artisan qui sortait lui-même ses prospectus ou les fameuses publicités pour la pizzeria du coin diffusées avant la projection d'un film au cinéma. » Une tendance particulièrement présente en Amérique latine, sans que l'on puisse réellement en retracer l'origine. Dans cette région du monde et notamment au Brésil, une écrasante majorité de la population est présente sur les réseaux sociaux. Là-bas, ces clips promotionnels façon Vidéo gags sont légion. Selon le journal *O Globo*, une entreprise d'ameublement avait même été condamnée par la justice en 2023 pour avoir forcé l'une de ses salariées à danser pour une vidéo TikTok.

Pour Jéssica Kauane, 32 ans, l'idée est venue de tourner des vidéos du genre alors que les clients se faisaient rares dans son magasin, à Uberlândia, dans le nord-ouest du Brésil. Comme lorsqu'elle imite une chute à cheval dans un tas de foin tout en faisant la promotion de l'un de ses produits, un simple t-shirt imprimé. Là aussi, le succès est immédiat. « Par la suite, j'ai reçu des centaines de messages alors que nous n'avions même pas encore de boutique en ligne, nous dit-elle. Ça m'a permis d'embaucher trois nouveaux employés et de vendre nos produits dans tout le pays et même à l'étranger. »

Mais pourquoi ces vidéos fonctionnent-elles si bien ? « Quand je suis sur les réseaux, c'est pour me distraire, analyse Salimata Mbengue. Si je tombe sur une publicité en scroollant, comme si j'étais forcée à la regarder, je passe à autre chose. Sauf que là, en quelques secondes, tu fais rire les gens, tu captives leur attention. » Pour son homologue brésilienne, il s'agit d'être proche de sa cible : « Dans le secteur du prêt-à-porter féminin, je pense qu'il y a une vraie lassitude vis-à-vis des publicités insipides et des mannequins aux corps parfaits. Le public veut s'amuser, interagir avec la marque et ses équipes. »

Mais toutes les entreprises n'ont pas vocation à s'emparer de ce type de format. « Dans le secteur de la grande distribution par exemple, tous n'ont pas la même marge de manœuvre, détaille la chercheuse Karine Berthelot-Guiet. Leclerc, ce sont des maga-

sins franchisés qui ont une latitude plus importante que d'autres en matière de communication. Et la marque s'est historiquement positionnée sur le créneau des prix bas, comme s'ils étaient eux-mêmes une association de défense des consommateurs. Quelque part, ça légitime la production de ce genre de vidéo. »

Expérience en marketing

Des contenus qui n'ont vocation à vivre qu'un très court moment et dont le format risque de laisser rapidement, avec la nécessité pour les concernés de se renouveler constamment. « Jusqu'ici, on était assez présents sur Instagram, explique Thomas Jégou. On soignait la qualité de notre contenu avec de belles images sauf qu'aujourd'hui, tout le monde s'en fout. Les gens veulent du divertissement, il faut faire rire. Sauf qu'à la base, ce n'est pas notre métier. »

Une démarche qui rappelle certaines publicités diffusées par des créateurs de contenus sur YouTube. Apparues il y a quelques années, celles-ci sont intégrées directement aux vidéos plutôt qu'en tant que contenu à part entière, à la manière de petits sketches humoristiques pour vanter les mérites d'un VPN ou de coques pour smartphone. Des pastilles au style volontairement amateur, où l'on en vient même parfois à moquer gentiment ladite opération marketing pour désamorcer les critiques du public.

Aussi authentiques qu'ils soient dans leur démarche, il n'en reste pas moins que Thomas Cambou, Salimata Mbengue ou Mélanie Jégou ont tous une certaine expérience du marketing. Pour leurs patrons, plus question de laisser des employés dont ce n'est pas le travail gérer une page Facebook ou un compte Instagram à la pause-café. Un amateurisme qui a déjà valu à certaines enseignes de grande distribution quelques bad buzz assez dommageables, tant pour leur image que pour celle de leurs salariés.

Dans les commentaires des contenus publiés, une remarque revient sans cesse : à quand l'augmentation ? C'est en quelque sorte chose faite pour Salimata Mbengue, du à la rémunération chez son ancien employeur Aprizo dépendait en partie de primes obtenues selon les résultats du magasin. Thomas Cambou et Noémie Jégou, eux, attendent sagement les négociations annuelles de février. Leur direction a cependant décidé de les envoyer en janvier à New York à l'occasion du NRF Retail's Big Show, un célèbre salon de la distribution et du e-commerce. En attendant, les internautes guettent l'inévitable flop, la vidéo de trop qui leur fera dire qu'il est temps de passer à autre chose. Pour l'instant, c'est un sans-faute. ♦

LIBÉAMERICA



Journal de campagne, reportages, directs... La rédaction se mobilise pour vous faire vivre les élections américaines du 5 novembre 2024 et le duel crucial entre Kamala Harris et Donald Trump.

Pour suivre cette actualité, retrouvez aussi, tous les mardis, notre newsletter



Pour vous inscrire, flashez le QR code ci-contre ou rendez-vous sur la page liberation.fr/newsletters

«Marge de manœuvre»

Même constat pour Salimata Mbengue, dont les succès a permis à Aprizo d'ouvrir un deuxième magasin dans un centre commercial à Orléans : « Les gens venaient sur place pour me rencontrer, ou d'autres me recon-

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

Antiquaire & Décorateur
MAISON ALEXANDRA
EXPERT RECONNU

06 15 02 23 98
ACHETE COMPTANT
ET AU MEILLEUR PRIX SOUS 48H
 POUR SA CLIENTÈLE INTERNATIONALE
 DÉPLACEMENT GRATUIT PARIS ET PROVINCE

MOBILIERS
 Commodes, tables à manger, etc.)

Objets de Collection
 Jouets, cornes postales, objets militaires, violons

Vins & spiritueux, et achat de cave complète

Objets de décoration
 Lustres, tableaux, miroirs, etc.)

Achat Monnaies et d'argent, Montres, Bijoux, Pierres précieuses

Vintage, numismatiques, bagues, fourrures, sacs à main

BUREAU D'ACHAT 1 RUE DE STOCKHOLM PARIS 8^e
01 45 20 49 64
 DEPUIS PLUS DE 10 ANS AVEC LE PARISIEN
 DÉBARAS ET SUCCESSION
 maison-alexandra@orange.fr
 www.maisonalexandra.com

AUTOS

Représentation diplomatique vend
 BMW série 7 année 2013
 Peugeot 508 année 2013
 Tél. : 01 56 79 40 10

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix
DISQUES VINYLES
33T - 45T - CD
TOUS STYLES
TOUTES QUANTITES

Jazz - Pop - Rock
 Musique Classique
 Metal - Punk
 Soul - Funk - House
 World
 (Afrique, Antilles, Maghreb)
 Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous
07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi
 Amplis - Cellules - DJ
 Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide
PAIEMENT CASH

est habilitée pour toutes vos ANNONCES LÉGALES sur les départements 75-93-94
 de 9h à 18h au **01 87 39 84 00**
 111, avenue de Châteauneuf, 75013 Paris

Libération

ABONNEZ-VOUS

Offre intégrale 34,90€ par mois¹⁾

Soit plus de **48% de réduction** par rapport au prix de vente en kiosque. Offre à durée libre sans engagement valable jusqu'au 31.12.2024.

A découper et renvoyer sous enveloppe affranchie à Libération.
 Service abonnement Libération, 45 Avenue du Général Leclerc,
 60643 CHANTILLY CEDEX. Offre réservée aux particuliers.

Oui, je m'abonne à l'offre intégrale Libération. LIB23

Mon abonnement intégral comprend la livraison chaque jour de Libération et chaque samedi de Libération week-end par portage²⁾ + l'accès au site et à l'application Libération sans publicité + des newsletters exclusives.

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Numéro de téléphone _____

E-mail _____ @ _____

(obligatoire pour profiter des services numériques et accéder à votre espace personnel sur libération.fr)

☐ **Règlement par carte bancaire.** Je serai prélevé de **34,90€ par mois** (au lieu de 68€, prix au numéro). Je ne m'engage sur aucune durée, je peux stopper mon service à tout moment.

Carte bancaire N° _____

Expire le _____ mois _____ année

Signature obligatoire :

☐ **Règlement par chèque.** Je paie en une seule fois par **chèque de 384€** pour un an d'abonnement (au lieu de 832€, prix au numéro).

(1) Cette offre est valable jusqu'au 31/12/2024 en France métropolitaine. La livraison est assurée par un porteur avant 8h dans plus de 500 villes. Les autres communes sont livrées par voie postale. Conformément à l'article L221-1 du Code de la consommation, vous bénéficiez d'un délai de rétractation de 14 jours après installation de votre abonnement. Pour faire valoir ce droit, vous pouvez contacter le service Client (numéro 1 800 90 90 90) ou nous écrire à l'adresse suivante : Libération, 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex. Les informations recueillies lors de votre inscription sont destinées à Libération et pour les finalités suivantes : (1) inscription au site www.liberation.fr et (2) cas échéant, (3) gestion de votre abonnement, (4) inscription aux newsletters de Libération, (5) envoi de communications de nos partenaires. Les données sont traitées en France. Libération vous autorise Libération à vous envoyer par email des offres et informations promotionnelles en lien avec votre compte. Vous pouvez vous y opposer à tout moment par un lien de désinscription situé en bas de chaque email. Également, conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition au traitement des données vous concernant. Pour exercer vos droits, contactez-nous à votre compte abonné ou contactez Libération à l'adresse suivante : Libération - Service Client - 111, avenue de Châteauneuf, 75013 Paris, en joignant de votre identité. Pour toute information complémentaire, consultez notre Politique des Données Personnelles.

Moi
 +
 T8i
 +
 EU X NOUS
 =
 ENSEMBLE
 AGISSONS.
 DONNEZ !

Pour un monde plus juste et plus solidaire

Rejoignez le Secours populaire proche de chez vous.
 secourspopulaire.fr

Pierre & Salière 2023



Pour faire un don scannez ce QR code

IDÉES/

Caroline Fourest sur #MeToo, un livre à contre-temps

L'essayiste très médiatique revient dans «le Vertige Me Too» sur le mouvement de libération de la parole et pointe ses «excès». De quoi susciter de nombreuses critiques parmi les féministes, qui l'accusent d'affaiblir leur combat.

La journaliste Caroline Fourest, à Paris,

Par
SIMON BLIN

Un sujet inflammable, une promo hors norme et, au bout, une controverse inévitable. Les livres de Caroline Fourest répondent à une mécanique implacable que *le Vertige Me Too* (Grasset), qui paraît ces jours-ci, ne dément pas. Militante féministe, essayiste prolifique, cette journaliste plus qu'engagée revient sur l'histoire du mouvement, de l'affaire Harvey Weinstein à la métamorphose de Judith Godrèche. Passant en revue des exemples choisis dans l'actualité (Baupin, Polanski, Hulot, PFDA, Depardieu...), la directrice de l'hebdomadaire d'un centisme radical *Franc-Tireur* salue «cette belle révolution», mais qui verse parfois dans «la terreur». Elle dit vouloir la protéger de ses «excès», la mise sur le même plan

d'un viol et d'un geste déplacé. Ce «vertige est nécessaire», car non «ce n'était pas mieux avant», mais «tous les Me Too ne se valent pas». Il faut «graduer», écrit-elle souvent, statuer «au cas par cas».

MALAISE

DSK n'est pas Ramadan qui n'est pas l'abbé Pierre, lequel n'a rien à voir avec Eric Brion, ex-patron de la chaîne Equidia, premier «porc» balancé par la journaliste Sandra Muller sur Twitter un jour d'octobre 2017 pour des avances sexuelles lors d'une soirée arrosée à Cannes en 2012.

Autre affaire emblématique, selon l'auteurice, car elle concerne le milieu féministe et du cinéma : l'explosion du collectif 50/50 pour la parité au cinéma, dont l'ex-administratrice, la productrice Juliette Favreuil, est accusée d'agression sexuelle par l'actrice Nadège Beausson-Diagne

lors d'une soirée dans un appartement parisien en mars 2022. Geste qu'aucune personne présente dans la pièce ce soir-là n'a vu, mais qui vaut à l'accusée trois nuits dans la cellule d'un commissariat, sa suspension du collectif, un procès et finalement une relaxe. Depuis #MeToo, la parole n'est plus en doute, mais faut-il pour autant ne plus douter avant de condamner, s'interroge Caroline Fourest ? Rien d'inaudible a priori.

Et pourtant, quelque chose ne passe pas ce matin-là sur les ondes de France Inter, jour de sortie de l'ouvrage. Les librairies n'ont pas encore ouvert qu'une auditrice, Laurence, confie son malaise au standard : «Je suis désolée, je suis un peu émue. Je suis une ancienne victime d'inceste et d'agressions, jalonnées tout au long de ma vie. Ça m'embête beaucoup d'entendre ça. Madame Fourest se positionne

comme féministe. Ça désamorce toute critique.» Pour Laurence, «évidemment, qu'il faut hétérochiser, mais c'est pas le moment là, ce que j'observe, c'est que beaucoup de femmes se taisent encore». Caroline Fourest, elle aussi émue : «Ce que vous venez de dire madame, ça me brise en mille morceaux.» Puis plus loin : «Ne croyez pas que quand on dit : "Ne mettez pas sur le même plan une proposition déplacée et ce que vous avez vécu, madame", c'est pour nier ce que vous avez vécu. Au contraire.» En plein procès des viols de Mazan, le sujet de la lutte contre l'aveuglement patriarcal est on ne peut plus délicat. Chaque ressenti, chaque mot, chaque détail compte.

REGARD PERSONNEL

Caroline Fourest le sait, elle a dû y songer pendant l'écriture des 300 pages du *Vertige Me Too*, qui

n'est ni une enquête journalistique ni un essai théorique – elle ne s'attarde que très peu sur la littérature féministe pourtant pléthorique. Le livre est un pur essai d'intervention du haut de son regard personnel. Elle commence des phrases par «moi-même», «personnellement». Seul son point de vue suffit parfois à trancher. C'est que le sujet la touche personnellement. Tout dans son parcours le rappelle : son combat pour le pacs, le mariage pour tous, son engagement aux côtés des Femmes, contre Tariq Ramadan, contre l'extrême droite, elle, qui fut agressée par des sympathisants de Civitas, traquée par des militants anti-mariage pour tous, placée sous protection policière. Elle a si peu changé depuis ses toutes premières télé ! Il y a plus de vingt ans, l'une des rares lesbiennes affichées, déjà ce visage androgyne, regard sage, attitude anxieuse, éter-



le 3 juin. PHOTO GEOFFROY VAN DER HASELT. AFP

nel carré blond. Et cette voix suave qui frappe par son calme. Rien n'a bougé, si ce n'est peut-être son centre de gravité. A 25 ans, la directrice de *ProChoix*, une revue gay friendly et antifasciste, est une militante intransigente adepte de la non-mixité. A bientôt 50 ans, la raison est devenu son combat, la nuance a remplacé l'envie de tout pulvériser.

FÉMINISME TROP CHOC ?

A la manière de *Génération offensée* (Grasset, 2016) où elle récusait l'ultra-sensibilisme des millénials, elle se fait l'âpre critique d'un nouveau féminisme trop choc à ses yeux. Ainsi décrit-elle durement Adèle Haenel, «le visage tordu de haine», agissant «sous emprise» de sa compagne, la chorégraphe Gisèle Vienne, «une marionnettiste de théâtre qui manipule des poupées cruelles». Même métaphore à propos de Judith Godrèche: «Sa nouvelle

notoriété, égérie *Me Too*, l'expose à d'autres emprises, à des marionnettistes avides d'utiliser son visage pour servir leurs messages. Et même à celle d'un public qui réclame beaucoup, des noms et des bûchers. C'est une pression qu'il faut aussi savoir déjouer pour tenir réellement en main son destin.»

Pour écrire *Le Vertige Me Too*, elle dit avoir parlé à des accusés et à des accusatrices. C'est le cas de Luc Besson. Pas de Judith Godrèche, qui confirme à *Libération* que son téléphone n'a pas sonné. D'où sa réponse sur son compte Instagram, le lendemain de la parution de l'ouvrage: «Bien sûr, quand on veut discréditer une victime sans pour autant

s'en prendre ouvertement à elle, pour ne pas avoir l'air d'être antiféministe, on l'accuse d'être une marionnette manipulée par d'autres. C'est ce qu'on dit de moi. C'est ce qu'elle dit de moi. Mais n'est-ce pas là le sexisme le plus cru ?»

Caroline Fourest cite, entre autres marionnettistes tirant les ficelles de l'automate Godrèche la journaliste Rokhaya Diallo, militante d'un antiracisme qui emploie les mots «rac» et «système», et le sociologue du genre Eric Fassin, professeur à l'université Paris-VIII, pionnier des théories intersectionnelles en France, deux représentants d'une gauche dite «décoloniale» qu'elle honnit. Il n'en a pas toujours été ainsi.



CAROLINE FOUREST
LE VERTIGE ME TOO
Grasset,
336 pp., 22 €.

Au tournant des années 2000, Eric Fassin est membre du comité éditorial de *ProChoix*, cofondé par la jeune journaliste. Ils appartiennent «à la même gauche», écrit-elle, sont d'accord sur tout jusqu'à n'être plus d'accord sur rien dès ce jour de 2003 et la loi sur les signes religieux ostensibles à l'école. «Entre ces gauches, irréconciliables, le torchon brûle depuis vingt-cinq ans.»

TAPIS ROUGE

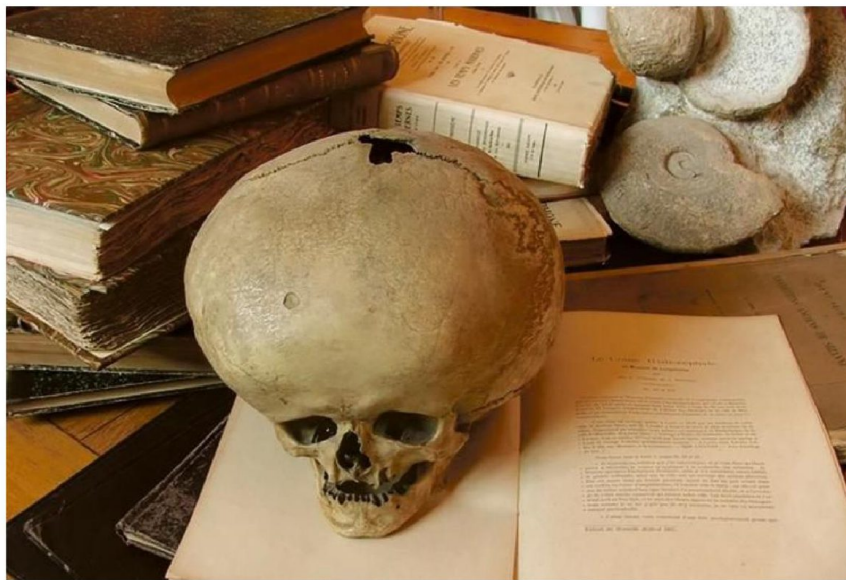
Les débats piégés sur la laïcité sont passés par là, les attentats terroristes, le 7 Octobre, et ses procès en antisémitisme. Venue de la gauche, l'ancienne chroniqueuse à *Charlie Hebdo* y trouve désormais un nombre incalculable de ses ennemis, dont *Mediapart* qu'elle met en cause à plusieurs reprises dans *Le Vertige Me Too*. Le surlendemain de la parution de l'ouvrage, c'est au

tour du média d'investigation, qualifié de «procureur médiatique *Me Too* le plus actif», de dénoncer les «erreurs» à son encontre, regrettant que Caroline Fourest, qui se réclame d'un journalisme «éthique», n'ait pas cherché à joindre la rédaction. Le plus grave, relève le journal en ligne, étant l'insinuation selon laquelle ses enquêtes contribueraient à l'antisémitisme en France en choisissant des cibles «en fonction de l'appétit de son public, qui aime surtout du people et du puissant: blanc ou juif, moins musulman». «Mensonges et calomnies», fulmine *Mediapart* dans un courrier adressé le jour même à Grasset.

Pas de quoi tourmenter Caroline Fourest qui court les chaînes d'info et les talk-shows (BFM, *Cà vous...*), interviews tapis rouge. Après diverses sollicitations de *Libération*, la chroniqueuse à LCI, passée par *le Monde*, France Culture et *Marianne*, a fini par envoyer ce SMS: «Il est normal que mon livre dérange les tenants du féminisme LFI ou victimaire. Pulsqu'il remet en question leur appropriation de ces luttes et leur façon de les mener. Mes sœurs aînées du MLF, du mouvement Femmes, Vie, Liberté et de nombreuses victimes ou pionnières me disent, elles, qu'elles attendaient que cette parole se libère. C'est ce qui compte à mes yeux.»

La délicate réception de son livre à gauche «était assez prévisible, quand on apporte de la nuance, on fâche ceux qui vivent de la radicalité, commente son amie l'essayiste, autrice de *La Paix des sexes*, Tristane Banon. Il y a cette idée chez les féministes radicales de dire qu'à partir du moment où ce qu'on dénonce est grave, et ça l'est, pour certaines tous les moyens sont bons. Et c'est ça qui dessert la cause». Outre la journaliste qui avait porté plainte contre Dominique Strauss-Kahn il y a plus de dix ans, Caroline Fourest peut compter sur ses soutiens de toujours, l'autre tête de gondole de *Franc-Tireur* Raphaël Enthoven, l'ex-directeur de *Charlie Philippe* Val ou l'actuel avocat de l'hebdomadaire satirique Richard Malka, qui l'appelle la «Warrior».

Avec *Le Vertige*... la clivante guerrière ne s'attirera donc pas que des critiques. Elle a même déjà commencé à faire quelques émules: sur les réseaux sociaux, le producteur Dominique Besnehard, lui-même accusé d'agression sexuelle par deux hommes dans *le Nouvel Obs*, affaire sur laquelle Caroline Fourest revient brièvement, a salué une «féministe courageuse» qui l'aide dans ses «réflexions sur la société actuelle». ♦



Cet homme était un Marseillais, mort en 1616 à l'âge, avancé pour l'époque, de 50 ans. PHOTO MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE

L'hydrocéphale de Bourdini, vestige d'un temps révolu

Au musée d'Histoire naturelle de Marseille, l'hypercrâne de Jean-Louis Bourdini, datant du XVII^e siècle, suscite encore rires et moqueries, déplore l'anthropologue Perrine Lachenal. Alors que le squelette de Joseph Carey Merrick, surnommé «Elephant Man», n'est plus visible à Londres, il est urgent de faire évoluer le regard sur le handicap.

Is nous ont fait vibrer aux Jeux paralympiques. C'était fort et prenant, et ça déplaçait le regard sur le handicap, c'est ce qu'on peut lire un peu partout. Des corps avec des trucs en moins qui nous font vivre le sport avec un truc en plus. Dans le sillage des feux d'artifice, il y a des choses qui bougent dans les esprits, et bientôt – espérons-le – dans les politiques publiques. Ryadh Sallem, athlète français, avait envie de le croire la semaine passée en confiant au *Monde*: «On ne pourra plus revenir en arrière en matière d'inclusion.» Le jour de la clôture des Jeux paralympiques à Paris, il pleuvait fort à Marseille, et mes pas m'ont menée, entre les flaques, jusqu'au musée d'Histoire naturelle. J'y ai fait une rencontre intéressante, en matière d'inclusion justement. Au cœur de l'exposition permanente, entre des éléphants et des tigres empaillés, je suis tom-

bée sur Jean-Louis Bourdini (vers 1565-1616). Enfin son crâne pour être plus exacte, puisque c'est la seule partie de lui qui est en vitrine au musée. Il faut dire que c'est un crâne impressionnant, de taille inhabituelle – «homme hydrocéphale de Marseille», comme on peut le lire sur la petite notice. Une plus longue note, traduite en anglais et en espagnol, explique que monsieur Bourdini était une figure locale à Marseille, au XVII^e siècle, «souffrant d'un handicap mental important» et que son nom est passé à la postérité dans un «diction marseillais» pour qualifier une personne sans esprit. Une place au musée et une insulte qui porte son nom : tu parles d'une inclusion réussie.

LA MÉTAPHORE OLYMPIQUE

C'est grâce au passionnant chapitre de l'historien Régis Bertrand, dans un ouvrage dédié aux «monstres» humains (Presses universitaires de Provence, 2005), que j'ai pu en apprendre plus sur la vie de Jean-Louis Bourdini. Cet homme a marqué, déjà de son vivant, les voyageurs instruits qui venaient visiter Marseille. Sans doute fils d'une famille de notables installée dans le centre-ville, il était présenté aux curieux venus de la capitale. On retrouve sa trace dans des récits de voyageurs, au début du XVII^e siècle, qui furent impressionnés par l'apparence de l'homme et la disproportion entre la taille de son corps et celle de sa tête. Monsieur Bourdini est mort en 1616 et enterré au couvent de l'Observance, dans le quartier du Panier, avant que son crâne ne soit exhumé. Ce dernier a longtemps

été conservé et exhibé dans la sacristie du couvent avant d'en sortir, au moment de la Révolution française, et d'être repéré par l'Académie de Marseille comme pièce à conserver. C'est quelques années plus tard qu'il entre officiellement au musée. À l'intérieur du musée, le crâne de monsieur Bourdini a mis longtemps à trouver sa place. Il a d'abord nourri, à côté de celui d'un gorille, une collection de squelettes de mammifères, puis une autre, d'anatomie humaine avant d'intégrer, dans le réagencement le plus récent de l'exposition permanente, un coin dédié à l'histoire du musée. Si je veux être «sport», et ça me permet de continuer à filer la métaphore olympique, je dirais qu'il est visible qu'une réflexion a été menée au sein du musée. Le crâne y a aujourd'hui une place singulière, présenté comme une relique précieuse de l'institution. Malgré tout, il est là, dans la lumière, entouré de scarabées, de traités d'ornithologie provençale et d'un varan du Nil rapporté d'Égypte. Interrogée par mes

Par
PERRINE LACHENAL



Anthropologue, chargée de recherches au CNRS, centre Norbert-Elias, Marseille

soins, la direction du musée m'a même invitée à sortir de mon regard «anthropocentré» – les handicapés sont des animaux bizarres comme les autres. En termes de changement de perspectives sur le handicap, puisque c'est le thème des dernières semaines, c'est assez audacieux c'est sûr. Mais pas satisfaisant du tout. Car en observant les personnes qui elles aussi avaient trouvé refuge au musée ce jour-là, on peut constater qu'en passant devant le crâne de monsieur Bourdini, il y en avait pas mal que ça mit de fort bonne humeur. Après quatre siècles, ne serait-il pas temps de trouver ensemble d'autres motifs de rigolade ? Il faut dire, pour la défense de l'intelligence collective, que le public du musée n'est pas aidé, et que la notice qui accompagne le crâne est pour le moins lacunaire en termes de sensibilisation sur le handicap. L'avis rendu en 2010 par le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) pour les sciences de la vie et de la santé, sur les «problèmes éthiques posés par l'utilisation de cadavres à des fins de conservation ou d'exposition muséale» évoque d'ailleurs la récurrence d'«objectifs pédagogiques et scientifiques mal assurés».

LA SCIENCE DES LUMIÈRES

Il faut faire autrement, et vite. Par exemple un texte, devant une vitrine vide, expliquant les raisons du retrait du crâne de monsieur Bourdini, pour en faire une absence présente, qui rappelle que les musées d'histoire naturelle sont hantés, partout, par le passé colonial, raciste et sexiste de la science des Lumières. On pourrait en profiter pour faire découvrir au public l'histoire de Joseph Carey Merrick, surnommé «Elephant Man», dont le squelette toujours conservé à Londres n'est plus visible au tout-venant, ou celle, encore plus paradigmatique, de Saartje Baartman, connue sous le nom de la «Vénus hottentote», dont le corps a finalement été rendu et inhumé en Afrique du Sud en 2002. La vitrine vide sensibiliserait les visiteuses et les visiteurs au fait que les musées soient devenus des scènes cruciales de débats éthiques, particulièrement sur l'histoire coloniale et les cadavres qui l'embrasent ; en témoignent les lois-cadres relatives à la restitution des restes humains adoptées en France l'an passé. Le crâne de Jean-Louis Bourdini constitue un héritage local, certes, mais il doit nous servir à penser ensemble l'histoire du handicap et de la médecine dans laquelle les questions de violence, de dignité et de consentement se posent également avec force. En quittant le musée, j'ai pensé avec colère à ce que ça doit faire d'être une personne porteuse de handicap et de se retrouver face à cette vitrine, et aux gens qui gloussent devant. Et puis une idée m'a remonté le moral : au moins les personnes à mobilité réduite n'en feront pas l'expérience, car l'entrée du musée – au milieu d'une volée de marches – reste parfaitement inaccessible. ♦

IDÉES/



CHRONIQUE

Par
JOHANN CHAPOUTOT
Historien, professeur d'histoire contemporaine
à Paris-Sorbonne

Il y a quelque chose de détraqué dans l'Hexagone

En France, après quasi 400 ans de cartésianisme et presque 150 ans d'école républicaine, on ne pensait pas qu'on pouvait sombrer dans le n'importe quoi. La trumpisation des télé est désormais visible, trop visible.

L'une des questions communes aux historiens et aux philosophes est celle de la réalité. Depuis les présocratiques, on se demande ce qui est réellement existant (matière ou esprit ? chose ou idée ?) et ce qui constitue l'essence du réel (le feu ? l'eau ? l'atome ? le *logos* ?) – bref, l'ontologie. On se demande aussi quelles sont les conditions d'un discours vrai sur le réel – la philosophie de la connaissance, qui tourmente les historiens depuis Hérodote. C'est chez les Grecs, à Athènes singulièrement, que la question d'un espace commun, permettant un débat et une délibération sur le réel, le souhaitable et le possible, a été posée, aboutissant à ces lieux de discussion et d'intelligence qu'étaient l'agora et la Pnyx.

Les raffinements ultérieurs sur la nature du réel n'ont pas fondamentalement entamé le désir de débattre de ce qui est et de ce qui pourrait être. Après les interrogations anxieuses et angoissantes sur les liens entre intériorité, extériorité et perception, Kant a mis à peu près tout le monde d'accord en faisant, dans la *Critique de la raison pure*, la juste part du subjectif et de l'objectif et en nous rassurant sur la possibilité d'un monde commun, celui du jugement (a posteriori, s'il est empirique, ou synthétique a priori, s'il est mathé-

matique). On peut donc parler, échanger, débattre, conclure – une conviction étroitement solidaire d'une philosophie politique – celle de Kant comme celle des Lumières en général.

Voilà, peu ou prou, sur quoi nos démocraties reposent. Il n'est pas inutile de le rappeler, à l'heure où la notion même d'un réel partagé et d'une intelligence commune se dissipe à une vitesse notable. En France, on observait ça de loin, avec une forme de lâche soulagement, sinon de Schadenfreude («joie malsaine») : Berlusconi ou Nétanyahou (déjà, dans les années 90...), c'était bon pour les autres. Idem Boris Johnson, cet hurluberlu mal peigné, ce sale gosse tout juste bon à tout détruire, comme le voulait la tradition de son club de petites frappes à Oxford, qui fête la fin de ses études en dévastant un restaurant – le chéquier de papa se chargeant d'étouffer le scandale – un usage hélas transposé à l'Etat et à la nation entière quand ce type d'individu devient Premier ministre. Puis il y eut Trump, qui pollue l'espace public américain depuis dix ans, et qui poursuit son entreprise de sape générale de l'intelligence et du langage en mentant comme il respire sur tous les *networks*.

En France, on était immunisé : presque 400 ans de cartésianisme, quasiment 150 ans d'école républicaine nous rendaient insusceptibles de sombrer dans le n'importe quoi permanent d'un milliardaire forcé, violeur, fraudeur et ego-mane, prêt à tout détruire pour sauver ce qui, à 78 ans, reste de sa misérable personne, comme Berlusconi suicidait l'Italie avec ses télévisions et ses mensonges, comme Nétanyahou dévastera Israël pour éviter de finir en prison. Or, cette immunité n'est plus. On se fie

désormais plus à MSNBC, à *Die Zeit*, au *Guardian* et aux journaux italiens et espagnols pour s'informer sur la France (hormis bien sûr *Libé*, *Mediapart* et *Blast*). Et l'on se dit, en lisant *Courrier international*, qu'il y a quelque chose de détraqué dans l'Hexagone. En France, les «plateaux» persistent à faire semblant que Franz-Olivier Giesbert ou Ruth Elkrief sont des journalistes, que recueillir l'avis d'Alain Minc, d'Yves Thérard ou de Guillaume Roquette présente un quelconque intérêt ; que Macron a une pensée complexe ; que c'est la faute de la gauche si... (complétez vous-mêmes) ; que Bruno Le Maire a été un grand ministre de l'Economie ; qu'il ne se passe finalement pas grand-chose à Gaza et que l'horrible litanie de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité perpétrés par des suprémacistes et des fascistes est une manière, certes, vigoureuse et originale, mais au fond compréhensible, d'exercer son droit à la légiti-

En France, les «plateaux» persistent à faire semblant que Franz-Olivier Giesbert ou Ruth Elkrief sont des journalistes, que recueillir l'avis d'Alain Minc, d'Yves Thérard présente un quelconque intérêt.

time défense ; que Macron a consulté avec conscience, ce c'était son devoir, et que c'est son droit de choisir le Premier ministre, et pas seulement de le nommer ; que l'acquisition des billets de TER de ma-

dame Castets est hautement suspecte, mais que les 200 millions d'euros perdus par l'Etat à cause des magouilles de Gérard Darnain ne sont pas un sujet ; que bafouiller, quand on est député LFI, est un scandale ultime, alors que payer ses sites de rencontre avec ses indemnités de parlementaire, quand on est au RN est parfaitement acceptable... La trumpisation des médias français était actée pour les titres et chaînes d'extrême droite, que l'Arcom se révèle assez largement incapable de réguler. Mais elle est désormais visible, trop visible, chez ses proxys dont les directions, pour courir après l'audimat, vont qualifier Hanouna d'«immense talent» (Ernotte) ou qui, intimidées par la perspective de la «fusion» de Radio France et France Télévisions, se révoltent promptes à tout justifier. Quitte à prendre en otage la majeure partie de leurs rédactions encore attachées à l'enquête, aux faits, et à la recherche de la vérité. ♦

SIGNÉ COGO



LIVRES/

Grégory Delaplace : «Tout concourt à ce que notre époque soit éminemment spectrale»

L'anthropologue qui travaille sur les rituels funéraires, destinés à donner une place aux défunts, en compare les variations culturelles et montre que les fantômes sont des morts qui se rebiffent.

Recueilli par
FRÉDÉRIQUE ROUSSEL
Photo
CHRISTOPHE MAOUT

Anthropologue, directeur d'études à l'EPHE, Grégory Delaplace a eu pour terrain de recherche la Mongolie et ses rituels funéraires, commençant par ethnographier les changements intervenus depuis la réforme des années 50 qui imposait d'enterrer au lieu du dépôt des morts au sol. Dans les *Intelligences particulières* (2022), il a exploité des enquêtes menées dans des maisons hantées en Angleterre après la Seconde Guerre mondiale. *La Voix des fantômes*, essai d'anthropologie de l'invisible, déploie la variabilité des rituels funéraires, de l'Amérique du Sud à l'Asie orientale, du Moyen Âge à nos jours, décrit des situations où les morts ne tiennent pas à la place où on les a assignés et «débordent» la société.

Pourquoi dites-vous que l'anthropologie se mêle des fantômes ?

On s'intéresse aux fantômes dans certains endroits, généralement pour ce qu'ils disent d'une situation politique. On a du mal à s'intéresser aux fantômes en eux-mêmes et pour eux-mêmes. Ils ont toujours l'air d'être anecdotiques alors qu'ils donnent accès à une réalité politique, à un état de traumatisme après un conflit, à une configuration mémorielle de la société. Bref, ils nous donnent accès à autre chose, mais le fantôme en tant que tel n'a pas vraiment été considéré comme un objet intéressant pour l'anthropologie.

Que voulez-vous dire par anecdotiques ?

C'est un sujet marginal par rapport à la vraie question sociale et culturelle qu'est la question funéraire. Depuis Robert Hertz et sa *Contribution à une étude sur la représentation collective de la mort* (1905-1906), la question légitime c'est comment les ancêtres sont mis au service de la reproduction de la société. Et effectivement, les fantômes se dérobent. On a du mal à prévoir quand ils interviennent. Il y a quand même des contextes dans lesquels ils sont plus faciles à étudier. Dans son travail sur les fantômes en Islande où leur existence est admise, Christophe Pons n'a pas eu de problème méthodologique. Mais souvent, ils ne sont pas un fait culturel. C'est quelque chose qui arrive à certaines personnes, qui n'est pas reconnue par d'autres. On en parle comme d'une croyance.

Depuis quand les anthropologues s'intéressent-ils aux fantômes ?

Celui qui leur a donné une dignité vraiment anthropologique, c'est Edward Tylor. Dans son ouvrage majeur, *Primitive Culture* (1871), il invente le mot animisme pour désigner ce qui est commun à toutes les religions. Et qu'est-ce que c'est que l'animisme ? C'est la croyance en des êtres spirituels, fantômes, esprits ou autres. Dans cette définition, les fantômes ont été un peu noyés, mais ils ont quand même été au cœur de la fondation de la discipline. Après, on s'est beaucoup intéressé, notamment du fait de Durkheim, à la croyance aux esprits et à ce qu'elle disait d'une métaphysique, d'une cosmologie, et on ne s'est plus trop intéressé aux fantômes. Chez Durkheim, les fantômes sont moins so-

cialement investis que les ancêtres. L'anthropologue coréen Heonik Kwon voit chez Durkheim une relégation des fantômes.

Vous citez précisément l'importance des travaux de Kwon dans votre livre.

Il a travaillé au Vietnam et écrit *Ghost of War in Vietnam* (2008). C'est vraiment le moment où les fantômes regagnent une dignité en anthropologie. Chez Kwon, et chez les auteurs qui ont écrit après en s'inspirant de lui, les fantômes nous renseignent sur un état de la société. Les fantômes sont intéressants socialement, pas vraiment en tant qu'êtres, plutôt en tant que révélateurs d'une mémoire du conflit, de traumatismes, de refoulements qui prennent une existence collective par eux.

Chez Kwon, «Fleur de Lotus», une fillette décédée en 1967, devient une porte-parole de disparus pendant la guerre.

Il y a comme un jeu d'enveloppements successifs : une jeune médium devient la porte-parole de Fleur de Lotus, noyée il y a longtemps près du village, qui devient la porte-parole de tous les autres morts de la guerre autour de Cam Re, dans le Vietnam central, sur la ligne de front. Le sol est rempli de cette mémoire qui affleure d'ossements. D'habitude, au Vietnam, on a ce que Kwon appelle une ambidextrie rituelle : avec la main droite on fait des offrandes aux ancêtres et avec la main gauche, on en fait aux fantômes anonymes. Mais là, les fantômes ne sont plus anonymes, et ils sont tellement présents que l'on ne peut plus se contenter d'offrandes de la main gauche. Ils les entendent avec eux et les intègrent à l'autel familial. Les gens du Nord accueillent donc les morts du Sud, les gens du



Sud accueillent les morts du Nord et la réconciliation difficile à faire, presque impossible à décréter entre vivants, a besoin des morts. L'ethnographie de Kwon montre vraiment le pouvoir des morts en action.

Nos sociétés de guerres et de réfugiés ne vont-elles pas engendrer de nombreux morts sans repos ?

C'est très probable. Les anthropologues qui ont travaillé récemment sur la figure du fantôme le disent. Le livre collectif *Arts of Living on a Damaged Planet. Ghosts and Monsters of the Anthropocene* (2017) consacre toute une partie sur les fantômes coextensifs aux ruines

Grégory Delaplace
chez lui dans le Vexin,
le 10 septembre.

«Chez les Bouriates, à l'extrême nord-est de la Mongolie, les morts ont beau donner du fil à retordre, il y a toujours un chamane qui va permettre de prendre en charge le débordement.»

En Amazonie, Anne-Christine Taylor a rédigé un superbe article sur l'oubli des morts chez les Achuar de l'Équateur et sur les «fantômes stupéfiants», des âmes dangereuses de guerriers mal souvenirs ou mal oubliés. Dans ce monde-là, même les chamanes ne peuvent pas grand-chose. C'est là, ça déborde. Chez les Vari du Brésil occidental, étudiés par Beth Conklin, on a l'impression d'une société sans fantôme, parce que le mort disparaît en étant absorbé par l'ensemble des parents. Par hommage, ils surmontent le dégoût d'en ingérer la chair. Mais il n'y a pas de raison que les fantômes ne soient pas là aussi.

Le funéraire est-il propice au comparatisme culturel ?

En quoi le problème qui se pose à un endroit est-il comparable à celui qui se pose dans un autre ? Il y a une grande diversité de manières d'envisager l'existence des morts et leur transformation à travers les sociétés humaines, qu'elles soient occidentales ou non occidentales. Dans les rituels funéraires, c'est toujours un problème de placement. Tout l'enjeu est de faire en sorte que le défunt respecte sa place. Pour reconsidérer la comparaison des rituels funéraires, je propose de les voir comme des dispositifs pédagogiques. D'autres façons de les concevoir seraient d'organiser le souvenir ou d'accélérer l'oubli. Si on envisage les rituels funéraires comme des dispositifs pédagogiques qui visent à façonner le défunt, on a une ouverture descriptive plus solide. Plutôt que de comparer des proportions de mémoire et d'oubli, on peut observer des projets de ce que le défunt devrait être, devrait devenir. On peut alors mieux concevoir le problème particulier posé par les fantômes. Les fantômes, ce sont justement des êtres qui ne deviennent pas ce qu'on avait prévu qu'ils soient.

Comment empêcher que les morts débordent ?

Dans les sociétés où il y a du médiumnisme, il y a un instrument très efficace pour accueillir leur débordement. J'essaie de le montrer en Mongolie, mais chez les Saura en Inde aussi, on arrive à accepter la possibilité qu'ils débordent. Dans les régions mongoles où il n'y a pas de chamanes, les débordements sont plus difficiles à gérer. Tselei a repéré un corbeau près de sa maison qui est clairement pour elle la manifestation d'un mort déjà venu la voir quelques années auparavant. Et elle reste avec cette présence dont aucune institution n'est capable de se charger. Alors

que chez les Bouriates, dans l'extrême nord-est de la Mongolie, les morts ont beau donner du fil à retordre, il y a toujours un chamane qui va permettre de prendre en charge le débordement. Touchée par les nombreux décès et la maladie, Baasan va enquêter pour découvrir qu'une de ses arrière-grands-mères qui n'avait pas eu de funérailles avait été exclue de la lignée familiale, et pour le coup de la mémoire collective. Quelque chose m'est apparu après le livre, c'est qu'il y a des sociétés dans lesquelles le devenir du mort était passé au second plan.

C'est-à-dire ?

Une ethnographie est en train de se faire depuis la marginalisation du cimetière. Quelque chose semble caractériser nos sociétés par rapport à une majorité d'autres : c'est que le point nodal du processus funéraire, c'est celui du deuil, c'est ceux qui survivent. Ce n'est pas le mort. Les dispositifs funéraires sont la plupart du temps des dispositifs d'éducation, de subjectivation ou de désobjectivation, à encourager le mort à devenir un certain type d'interlocuteur, soit à le décourager à le devenir. S'il y a une singularité de notre société contemporaine, c'est de se préoccuper singulièrement peu de la transformation du mort et de son accompagnement en un certain type d'interlocuteur.

Comment entendez-vous «au commencement était le spectre», les fantômes existaient avant les morts ?

Les premiers signes de la croyance dans l'existence posthume des morts, ce sont les rituels funéraires. On commence à traiter les morts comme des personnages, on leur construit un au-delà et une sépulture qui correspond à cet au-delà. Il y a plein de signes dans l'archéologie, mais aussi dans la primatologie qui montrent que les ancêtres des humains et les grands primates avaient des pratiques ponctuelles vis-à-vis de leurs morts. L'existence des morts est un fait humain qui presque était là avant la culture. La culture, c'est l'incarnation des morts, ce qui a toujours été déjà là, la présence de nos ancêtres avec nous, ce qui nous est transmis. Donc nos morts sont toujours déjà là. Et donc, au commencement, en effet, était le spectre. On a toujours été confronté à l'existence de cotoyer nos disparus. Il y a un moment où on s'est dit que ce n'était pas possible de cotoyer et de se laisser cotoyer par cette présence sans essayer d'organiser le devenir des morts et donc sans les éduquer. **Allez-vous continuer à saisir comment les fantômes existent ?**

Je vais continuer le travail des *Intelligences particulières*, sur les mêmes archives à une époque différente. Ce sera un livre sur le poltergeist qui n'est pas un problème de placement et de débordement des morts, plutôt de comment il est possible pour certaines personnes et à certains moments d'agir à distance, comment dans une maison on se retrouve avec des gens qui coopèrent pour produire ces phénomènes à leur insu. ➤

GRÉGORY DELAPLACE
LA VOIX DES FANTÔMES.
QUAND DÉBORDENT LES MORTS
Le Seuil «la Gouleur des idées»
272 pp., 21 €.

de l'anthropocène. On n'arrête pas de produire des ruines, notre système économique génère de la souffrance sociale et de l'exclusion, on a des frontières qui font mourir à nos portes... Tout concourt à ce que notre époque soit éminemment spectrale. Ce n'est pas pour rien si la figure du fantôme est aussi intrigante pour nos esprits aujourd'hui. On est hanté par les conséquences de notre propre mode de vie.

Est-ce les «débordements» dont vous parlez ?

Mon argument est de dire que les fantômes sont des morts qui débordent. Ils débordent

de ces carcans dans lesquels on essaie de les faire rentrer. Autant je pense que c'est un fait sociologique, anthropologique, de dire que notre système économique, social, culturel est spectrogène, autant je pense que ça n'épuise pas la question des fantômes puisqu'ils ne cessent jamais d'en faire qu'à leur tête. Même si on décidait demain de consacrer, comme les Sauras de l'Inde, une partie significative de notre temps à accompagner les morts et à les instaurer comme des partenaires, il y en aurait quand même.

On même de tenter de les oublier totalement ou de les ingérer...



Libé week-end Chaque semaine, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Samedi, rencontre avec Lucie Taieb autour de la *Mer intérieure*. En quête d'un paysage effacé (Flammarion «Terra incognita»), récit choral, personnel et poétique sur la lutte d'habitants pour sauver leurs villages contre l'excavation minière, sur la perte irrémédiable, sur ce qui reste au fond. PHOTO FLAMMARION

LIVRES/



Le mariage de Gerald Debaecker et Berthe Briant, cliché en ouverture de l'album du voyage de nocces. PHOTO HISTORIAL DE PÉRONNE

Clémentine Vidal-Naquet, les mariés étaient en noir

Dans «Noces de cendres», l'historienne spécialiste de l'intime s'est attachée à un album photographique réalisé par un ex-poilu et relatant son voyage de nocces sur les traces de la Grande Guerre.

Des romans basés sur un objet lié à la mémoire familiale ou à celle d'un ou d'une inconnu(e), il y en a à la pelle. C'est plus rare pour un essai historique. Avec *Noces de cendres*, Clémentine Vidal-Naquet s'est tournée vers un album photographique exceptionnel conservé à l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (1). En 1920, l'ex-poilu Debaecker offre à sa femme Berthe ce lourd (huit kilos) imagier qui revient sur le voyage de nocces fait un an auparavant sur les traces encore fumantes du conflit. Visiter des villes et des villages en ruines, contempler des étendues de trous d'obus, dormir dans des hôtels de fortune, on pourrait penser que c'est une idée tordue. Ne valait-il pas mieux aller sur la Riviera ou en Italie? Ce périple de trois semaines s'inscrit en tout cas dans le mouvement plus général du tourisme de guerre. En

1919, il représentait 75 % des visites touristiques dans l'Hexagone selon l'historienne Emmanuelle Danchin.

Clémentine Vidal-Naquet montre ici comment une histoire de l'intime pendant la guerre de 14 peut être captivante. Elle a déjà beaucoup travaillé sur la correspondance colossale pendant ce conflit entre le front et l'arrière. Avec *Noces de cendres*, elle nous entraîne dans une vertigineuse exploration des détails d'une vie de couple au sortir de la guerre, elle parle du «*parti du singulier*» et tire des fils qui mènent à une compréhension plus globale de certains traits historiques. Avec toujours des pas de côté, ce qui ajoute au charme du livre, elle se pose des questions sur sa méthode, se justifie, fonce, comme dans la dernière partie où on découvre le sombre devenir de l'ex-poilu, mais on ne spoilera pas ici.

Tennis. Pour l'heure, on est en 1919, le voyage de nocces a lieu le soir même du mariage, comme c'est la mode en Angleterre, ce que déplorent certains hygiénistes. Gerald Debaecker a 22 ans, il s'était engagé à 17 ans et se marie en uniforme. Berthe est plus âgée que lui, d'un même milieu bourgeois. Ils se sont connus au tennis. La cérémonie a lieu le jeudi 4 septembre à 11 heures à Paramé, près

de Saint-Malo. Est-ce un mariage d'inclination ou de convenance? La correspondance entre les deux époux, si elle a existé, n'a pas été retrouvée et on ne peut que présenter des hypothèses. En tout cas, Berthe a de la chance si on s'en tient aux aspirations de l'époque. Née en 1894, elle «*appartient à la classe d'âge la plus touchée par le célibat féminin lié à la surmortalité masculine entre 1914 et 1918*». L'historienne fait des allers-retours entre l'album dont elle a dû vraisemblablement scruter les images parfois détériorées avec une loupe et les tendances plus larges de l'époque: le surmariage masculin après la guerre ou le renforcement de l'idéal du mariage d'amour. Plus anecdotique mais plaisant: à la vue des photos du mariage avec les invités, elle note que tous les hommes portent la moustache sauf le marié et deux soldats en uniforme au second rang, trois poilus imberbes. Et c'est tout un pan de l'histoire de la moustache qui surgit: «*Marque de masculinité "en lien avec la gloire martiale du champ de bataille", la moustache, interdite aux domestiques, semble avoir un peu perdu chez les plus jeunes la valeur qui lui était conférée. Question de génération, peut-être; question de classe, aussi. On sait que, au tournant du siècle, les garçons de recettes de la Banque de France et les serveurs*

de café parisiens obtiennent le droit de l'arborer à leur tour, accélérant sa démonétisation comme marque socialement distinctive.» L'album s'ouvre donc sur les photos de la cérémonie, puis suivent les images des différents lieux parcourus pendant trois semaines, les champs de bataille du Nord près de Dunkerque d'où la famille du marié est originaire (il est également anglais), puis ceux de Belgique. Auparavant ils auront visité Reims et sa cathédrale incendiée, les «*paysages broyés par les batailles de la Marne*» et la fameuse cote 108 «*colline de craie dominant Berry-au-Bac au centre de laquelle la guerre des mines a creusé un entonnoir de 40 mètres de diamètre et 80 mètres de profondeur*». Si l'odeur cadavérique s'est estompée, les mariés marchent sur une terre mêlée de restes humains. Heureusement des intermèdes plus «*classiques*» ponctuent les séries de photos d'immeubles détruits, de cratères et d'arbres foudroyés: un passage à Paris, des visites à la famille ou aux proches, à Fougères par exemple.

Inventaire. Gerald Debaecker fut tout à tour soldat dans l'infanterie, pilote puis chasseur alpin, il fut blessé deux fois. C'est sa guerre qu'il raconte en légendant abondamment les photos. L'historienne nuance l'idée courante que les rescapés de la Grande Guerre s'étaient murés dans le silence. Certainement, des choses restent de l'ordre de l'indicible. Mais ici on sent la volonté de l'ex-poilu de trouver un territoire de souvenirs communs avec sa femme. Il n'empêche, même s'il la photographie abondamment: à vélo, sur une dune, à l'entrée d'un abri, etc., elle est cantonnée au second plan. Et c'est pour inverser cette invisibilisation que l'auteur a mis en place des fins de chapitres appelées «*Contrepoint*», où elle raconte l'histoire côté Berthe. Elle le fait en historienne, repoussant la facilité romanesque qui aurait été de combler les manques par l'imaginaire. Exemple: lors de l'arrêt à Fougères où était sa maison natale, demeure de sa grand-mère. Clémentine Vidal-Naquet décrit l'ameublement de la bâtisse en se basant sur un inventaire après décès de notaire. On quitte le livre avec en tête ce souvenir d'un lieu aimé. L'only que se lie à la rigueur historique: «*Les murs étaient habillés, eux aussi: on avait accroché assiettes décoratives, peintures et miroirs. Répartis dans la pièce, encore une foule d'objets: bougeoirs, carafe à vin, cornets en faïence, urnes, brûle-parfum japonais bleu, sujet chinois en terre de fer, jardinière, un petit réveil matin.*» Et on pense alors à tous ces immeubles photographiés plus loin, détruits, vidés de leurs vies humaines, à Reims, Arras, Ypres.

FRÉDÉRIQUE FANCHETTE

(1) L'album, dont des planches sont reproduites dans le livre, est consultable sur le site de l'Historial de la Grande Guerre: <https://www.histoire.fr/ressources/collections-et-documentations/ressources/notre-voyage-de-noces/>

CLÉMENTINE VIDAL-NAQUET
NOCES DE CENDRES. UN VOYAGE DANS LES RUINES DE LA GRANDE GUERRE
La Découverte «A la source», 292 pp., 20 € (ebook: 14,99 €).



Conférence Ce jeudi, de 17 heures à 19 heures, la philosophe Geneviève Fraisse, spécialiste de la pensée féministe, donne la conférence de rentrée du programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre de Sciences-Po : «L'Habeas corpus des femmes : une double révolution?». 27 rue Saint-Guillaume, 75007 (inscriptions sur sciencespo.fr) BASSO CANNARA. OPALE PHOTO



Manifestation Performances, rencontres, expositions... Le centre Pompidou célèbre la «littérature vivante» jusqu'à dimanche via son festival «Extra!». Dimanche, Libération présentera ses choix de la rentrée littéraire, de 17 heures à 18 h 30. CentrePompidou.fr

PHOTO BEA BORGERS



Judith Butler à Paris en 2023. PHOTO LOUISE GUIGNON

Mais qui a peur de Judith Butler?

La philosophe non binaire analyse les réactions effrayées à sa «théorie du genre» et démontre les ressorts politiques – fascistes – qui les sous-tendent.

La scène se passe en Suisse. Une dame vient voir Judith Butler à la fin de sa conférence, pour l'informer qu'elle prie pour iel (nous emploierons le pronom neutre, puisque le genre déclaré de Butler est désormais non-binaire). Butler lui demande pourquoi, et la Suissesse lui explique que ses ouvrages contredisent les Écritures. Butler lui demande si elle a lu son livre, sur quoi la dame s'indigne : «Jamais

je ne lirais un livre comme celui-là!»

Dispute. Qui a peur du genre? est né précisément de la certitude qu'il ne sera pas lu (mais quand même brûlé). Imaginez cette scène répétée des dizaines de fois et vous aurez une idée de l'étrangeté de cette vie de philosophe. Qui d'autre incarne une idée si traumatisante qu'on n'a même pas besoin de la connaître pour la haïr? Son

nom se confond avec la «théorie du genre», cela suffit. Les deux sont d'ailleurs de purs noms, puisqu'on n'a pas besoin de savoir ce qu'ils signifient pour savoir quoi en penser – mieux, il faut ne pas savoir, car on risquerait d'être contaminé.

Si tous les essais sont des autobiographies cachées, celui-ci est l'autobiographie d'un nom propre devenu énigmatique à la personne qui le porte. Il aurait pu s'intituler : qui a peur de Judith Butler? Mais la phrase se renverse : car cette peur que suscite Judith Butler est elle-même terrifiante, pour la principale personne intéressée, bien sûr, mais aussi pour nous toutes et tous. Car l'instrumentalisation de la peur du «genre» sert un projet politique que Butler n'hésite pas à nommer : fascisme.

Tout le livre tourne autour de ce renversement : qui a peur de qui, et qu'est-ce que la peur fait faire, et comment vivre avec nos peurs? La peur nourrit la haine, est instrumentalisée, article l'intime et le politique. Comment répondre autrement que par la haine? Réponse de philosophe : en pensant, en pensant le refus même de penser ensemble. Comme la pièce de théâtre dont elle évoque le titre (*Qui a peur de Virginia Woolf?* bien sûr), ce livre est la chronique d'une dispute. Il passe en revue, méthodiquement, chapitre après chapitre, les différentes controverses autour du mot «genre», ou plus exactement *gender*. Très documenté, on y apprend que c'est le Vatican qui a lancé la campagne, rejoint bientôt par les Eglises évangélistes, puis par les réseaux de Trump, relancée par les «Terfs (*trans-exclusionary radical feminist*, qui veulent exclure les femmes trans des espaces féminins). Butler n'esquive aucune discussion. Mais l'enjeu est ailleurs : éclairer les ressorts «*psychosociaux*» de cette fabrication d'une supposée «idéologie du genre». On peut lire ce livre comme un précieux manuel d'au-

C'est le Vatican qui a lancé la campagne contre Butler, rejoint bientôt par les Eglises évangélistes, puis par les réseaux de Trump.

todéfense pour le débat, mais aussi comme une excellente introduction aux «études de genre» les plus contemporaines, en discussion avec les pensées «intersectionnelles», le «féminisme décolonial» et les nouveaux «matérialismes»

qui critiquent l'opposition nature-culture, écrit généreusement, avec pédagogie et rigueur. On peut enfin le lire comme une réflexion sur le fascisme contemporain, nourri de psychanalyse, reprenant la vieille question des années 30, posée par des gens comme Reich ou Adorno : quel désir peut faire de la répression du désir son propre objet? Sa traduction tombe à point en France...

Illusion. Il se termine par une proposition passionnante : parcourir les diverses manières dont le mot anglais *gender* est traduit afin de défaire l'illusion qu'il pourrait constituer un système ou une signification unique, à caractère impérialiste, et montrer ainsi qu'on n'a pas attendu

les mots «Butler» et «gender» pour explorer «l'incommensurabilité potentielle des corps à leurs catégories». Telle est la force de ce livre : il ne tente pas de rétablir une vérité orthodoxe sur ces deux noms, il montre qu'ils n'en exigent aucune. Ils n'exigent même pas le courage de se laisser déstabiliser par des questions – seulement celui de reconnaître qu'on se sent déjà instable, afin d'apprendre à vivre ensemble cette fragilité. Une leçon de tendresse rusée dans un monde enragé.

PATRICE MANIGLIER

JUDITH BUTLER
QUI A PEUR DU GENRE?
Traduit de l'anglais
par Christophe Jaquet,
Flammarion «Nouvel
avenir», 448 pp., 23 €.

CE WEEKEND À PARIS NICOLE CLAVELOUX INVITÉE D'HONNEUR DU FESTIVAL FORMULA BULA



RENCONTRE, EXPOSITION & DEDICACE
à l'occasion de la parution de sa nouvelle
bande dessinée *Ce soir, c'est cauchemar*.

Césure • 13 rue Santeuil • Paris V*

Rester à flot

Virginia Tangvald Fille d'un marin norvégien qui naviguait entre exploits et tragédies, la néoromancière taille dans l'ombre de la mythologie familiale.



Elle craignait, en changeant d'appartement après la naissance d'Orphée, son fils de 3 ans et demi, de regretter la vue sur les Buttes-Chaumont, océan vert du XIX^e arrondissement de Paris. Elle a emménagé à deux pas, dans un ensemble avec vis-à-vis. De son balcon, elle se surprend à détailler, sans jumelles précise-t-elle, les courses végétalisées de ces paquebots urbains en partance pour nulle part. Et à aimer ça, le va-et-vient de la vie au quotidien.

Virginia Tangvald est née sur le voilier de son père Peter, un Norvégien baroudeur qui naviguait sans instruments ni moteur. De l'ascète au teint tavelé et à la silhouette longiligne, du séducteur qui collectionnait traversées et conquêtes, de l'épris de liberté prêt à tout sacrifier sur l'autel de son rêve, elle ne peut se souvenir. Présentant le danger, fatiguée de ce capitaine égoïste et misogynne, Florence, sa mère, une Belge amarinée, a mis les bouts quand sa fille n'avait que 2 ans. Aujourd'hui, la gosse bercée de roulis publie un formidable roman autobiographique. D'une écriture ciselée et sensuelle, elle questionne le mythe paternel et revient sur une saga familiale marquée par les drames. Marié sept fois, le «Barbe-Bleue» des embruns a perdu deux femmes en mer,

avant de mourir en 1991 avec Carmen, sa fille de 7 ans, dans le naufrage de l'*Artémis de Pythéas*, bateau qu'il avait dessiné et construit. Rescapé du désastre, Thomas, l'aîné des enfants, poursuivra les mêmes chimères d'autarcie jusqu'à sombrer à son tour, au large du Brésil, en 2014.

L'œil tombe d'abord sur les boots Old Gringo. La Parisienne

d'adoption ne les enlève jamais, comme elle n'exige pas des visiteurs qu'ils se déchaussent au seuil de son «*auberge espagnole*». Longues jambes, petite robe noire, veste kimono, blondeur savamment cisailée. Miss Tangvald a le style rock décontracté des fleurs du désert qu'on imagine la basse en bandoulière dans un festival californien. Grandie à Toronto puis à Montréal, elle a longtemps étudié la guitare classique, mais pointe le biais de ses mentions d'excellence. Pour masquer ses failles, elle apprenait tout par cœur. Eclectique, son oreille apprécie Billie Eilish, les polyphonies médiévales ou le folk indien de la Néo-Zélandaise Aldous Harding. En 2009, Jean Leloup, animal assez perché, extrapolation québécoise de Jim Morrison et de Gainsbourg, la repère dans la rue. Une génération les sépare, elle s'en moque, déserte le bar où elle bosse, s'improvise choriste. «*Tu vas*

LE PORTRAIT

être accro à moi, je vais te faire passer de l'extase au suicide», lui lance le psychédélique bipolaire. Peu importe que le duo ne voie jamais la lumière et se rasade à outrance, la jeune femme est fascinée. Jusqu'à ce qu'elle comprenne que, satelisé dans sa quête d'absolu, l'artiste parano ressemble étrangement à Peter Tangvald.

A la classique idolâtrie «mon père, ce héros» s'ajoute chez elle le fantasme de l'absence. La lecture des bouquins du paternel aux éloquentes lacunes va pourtant envoyer valser les certitudes. Le marin était-il un aventurier grêlé de malchance, un coriace qui soignait ses deuils en hissant les voiles ? Ou un dangereux psychopathe capable de passer ses compagnes par-dessus bord ? Chien truffier flairant l'entourloupe, instructeur à charge, le lecteur tranche vite. La néoromancière, plus évasive, ne réfute pas catégoriquement les thèses accidentelles, et reste attachée à l'homme.

Bing ! Derrière nous, un bruit sourd. Un petit tableau, une main de Fatima sur fond de vaguelettes stylisées, vient de se décrocher. «*Je savais que ça allait tomber*», s'exclame Virginia Tangvald en suggérant la piste de la métaphore. Pendant l'interview, le symbole protecteur, fixé avec du scotch, va chuter deux fois. Aquatique et mouvant, l'ancrage de la trentenaire s'est fracassé sur les récifs coralliens. De cette perte résulte la sensation diffuse d'être de nulle part, de ne jamais avoir les codes. Sans surprise, elle est rétive aux complications administratives, a oublié de renouveler ses papiers belges et n'est par conséquent que canadienne et américaine puisque née dans les eaux portoricaines. En Norvège, les racines puisent dans la très haute bourgeoisie. Thor, le grand-père, est un trompe-la-mort excentrique qui survit au crash de son avion, à plusieurs chutes en saut à ski, au nazisme. Son parcours professionnel l'amène d'Oslo à San Francisco, avec un détour de quelques années à Neuilly. Une photo montre d'ailleurs le champion de ski, entraîneur des Tricolores aux JO de 1932 et 1936, faisant le poirier en haut de la tour Eiffel. Outre-Québécois, l'aïeul lâche l'immobilier pour caboter dix ans dans les Caraïbes, avant de monter un chantier naval en Floride.

Virginia Tangvald a la diction douce des décalés et l'air éthéré de ceux qui ont trop croisé le danger. Optimiste sans naïveté, elle parle de la beauté des fluctuations de la vie. Elle adore cuisiner, le chou braisé comme les primeurs des petits producteurs. Agnès Wolff, directrice de la programmation du Grand Palais et amie récente, confirme : «*Longtemps, avec sa mère [qui a depuis étudié la communication et bosse pour le gouvernement canadien, ndr], elles n'avaient pas une flûte, donc elle sait faire un festin avec ce qui traîne dans un frigo*». Elle la dépente d'une grande intensité, concentrée, fêtarde. Et éperdument amoureuse. L'élou ? Youssef Bouchikhi, journaliste culturel sur France 2 et France Info. Elle n'avait pas réfléchi au handicap, il est en fauteuil. Elle n'avait pas prévu d'être en couple, elle s'est mariée. Elle n'avait jamais envisagé la maternité, elle a arrêté la contraception. Encelente, paniquée à l'idée de voir sa liberté rognée, elle a failli prendre la tangente. Son compagnon lui a donné son aval, certain qu'il saurait s'occuper seul de l'enfant.

Elle croit en l'éternité, à une dimension hors du temps. Sous sa plume, la mort est organique, crue, cinématographique. Se confronter au plus glauque, mettre des mots sur l'absence et les non-dits lui a permis de conjurer la malédiction de l'océan, et de faire rendre gorge à ce Moloch qui exigeait qu'on lui livre les enfants Tangvald. Elle n'a nulle envie de retourner en mer, mais garde un lien physique avec l'élément : «*Sur un ponton, mon corps vibre, je me sens alignée*». Paralysée par la peur de décevoir, elle peine à répondre aux textos. «*C'est tellement compliqué que je ghoste les gens. Je ne sais même pas comment j'ai encore des amis*». Parmi ses projets, émerge le désir de s'intégrer à la société. Bien qu'elle ne puisse pas voter en France, elle a aimé la ferveur populaire et le sursaut républicain de début juillet. «*Malgré tout, je trouve que ce que dit Melenchon a du de la gueule*», glisse-t-elle. Sinon, elle avoue une tendance à procrastiner quand il s'agit de s'installer. Sur son palier, deux cartons attendent d'être ouverts depuis... deux ans et demi. ♦

Par **NATHALIE ROULLIER**
Photo **CAMILLE MCOUAT**